

## Royaume du Maroc

### Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I (PDRZM-I)

#### Rapport de Revue à Mi - Parcours

Type of mission	Mid-term review
Project Name	Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I
Country	Morocco
Country programme manager	Naoufel Telahigue
Name of Project Director	ADA"
Date of mission (month/year)	November / 2017
Project Area:	Sefrou and Azilal
Days in the field	12 days
Field sites visited	

#### Composition de la Mission

FIDA : M. Naoufel Telahigue, Chargé de portefeuille FIDA, chef de mission; M. Malek Sahli, Responsable principal des finances, FMD – FIDA; M. Nicolas Tremblay, Spécialiste Environnement & Climat, ECD/NEN – FIDA; M. Chakib Nemmaoui, Chargé d'appui au programme FIDA au Maroc, chargé du SE et partenariats; M. Damien Ngendahayo, Chef de mission technique, spécialiste en développement rural; Mme Khadija Bourarach, Consultante spécialiste en genre et ciblage; M. Abdelmajid Benabdellah, Consultant économiste (COSTAB); M. Walid Dhouibi, Consultant spécialiste en passation des marchés ; M. Fathi Goucha, Consultant spécialiste en génie rural ; M. Mohamed Ihlal, Consultant spécialiste en production végétale et transformation; et M. Said Chatibi, Consultant spécialiste en production animale.

ADA : M. Abdelrahmane Nahri, Assistant technique/ADA en SE; et Mme Ait Hsayne Rkia, Assistante technique/ADA, IPAC-MAM.



## Abréviations et acronymes

ABH	Agence de bassin hydraulique
ADA	Agence pour le Développement Agricole
AHA	Aménagement hydro-agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
ANO	Avis de non-objection
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
ASAP	<i>Adaptation for Smallholder Agriculture Programme</i> <sup>1</sup>
AUEA	Association d'usagers de l'eau agricole
AT	Assistance technique
BE	Bureau d'études
CC	Changement climatique
CCL	Centre de collecte de lait
CEP	Champ école paysan ( <i>Farmer Field School</i> )
CES	Conservation des eaux et des sols
CNP	Comité national de pilotage
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CR	Commune rurale
CT	Commune territoriale
DAO	Dossier d'appel d'offres
DCP	Document de conception du programme
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLCD	Direction régionale des eaux et forêts et lutte contre la désertification
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié des dépenses
FDA	Fonds de développement agricole
FEM/GEF	Fonds pour l'environnement mondial/ <i>Global environment fund</i>
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion intégrée des dépenses
GIE	Groupement d'intérêt économique
HCP	Haut-Commissariat au Plan
INDH	Initiative Nationale du Développement Humain
INRA	Institut national de la recherche agronomique
MAD	Dirham marocain
MAPMDREF	Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime du Développement Rural et des Eaux et Forêts
MEF	Ministère de l'économie et des finances
PAM	Plantes aromatiques et médicinales
ODCO	Office du développement de la coopération
ONCA	Office National du Conseil Agricole
ONSSA	Office national de sécurité et de santé alimentaire
OPA	Organisation professionnelle agricole
PDF	Plan de formation
PDRZM	Programme de développement rural des zones de montagne
PPDF	Plan participatif de développement de filière
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PTBA	Plan de travail et budget annuel

<sup>1</sup> Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique

PTF	Partenaires techniques et financiers
RGA	Recensement général de l'agriculture
RMP	Revue à mi-parcours
RPM	Responsable de passation des marchés
SFDA	Société financière pour le développement agricole
SSE	Système de suivi-évaluation
UCCP	Unité de Coordination Centrale du Programme
UGPP	Unité de gestion provinciale du Programme
UV	Unité de valorisation

## A. Aperçu du Projet

*This chapter provides basic facts about the project. Therefore, you don't introduce any text here, it will be sourced from different IFAD's systems and displayed in the final report generated by the system.*

Region:	Near East, North Africa and Europe Division	Project at Risk Status:	Actual problem
Country:	Morocco	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Rural Development Programme in the Mountain Zones - Phase I	Climate Risk Classification:	2
Project Id:	1100001727	Executing Institution:	Ministère de l'agriculture, développement rural, des eaux et forêts
Project Type:	Rural Development	Implementing Institutions:	Agence pour le développement agricole
CPM:	Naoufel Telahigue		
Project Director:	not available yet		
Project Area:	not available yet		
Approval Date	17/09/2014	Last audit receipt	28/06/2017
Signing Date	10/11/2014	Date of Last SIS Mission	26/05/2017
Entry into Force Date	23/02/2015	Number of SIS Missions	2
Available for Disbursement Date	28/10/2016	Number of extensions	0
First Disbursement Date	25/05/2017	Effectiveness lag	5 months
MTR Date	13/11/2017		
Completion Date	31/03/2020		
Financial Closure	30/09/2020		

## II. Project total financing

IFAD Financing breakdown	IFAD	\$25,505,000
	ASAP Trust Fund	\$2,004,000
Domestic Financing breakdown	National Government	\$13,487,000
	Beneficiaries	\$1,828,000
Co-financing breakdown,	Global Environmental Facility	\$6,528,000
<b>Project total financing</b>		<b>\$49,352,000</b>

## A. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø Rating	Key SIS Indicator #2	Ø Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective	4	Assessment of the Overall Implementation Performance	3
Effectiveness and Developmental Focus	4	Project Management	4
Effectiveness	3	Quality of Project Management	3
Targeting and Outreach	4	Knowledge Management	4
Gender equality & women's participation	4	Value for Money	4
Agricultural Productivity	3	Coherence between AWPB and Implementation	4
Nutrition	4	Performance of M&E System	4
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	5

## B. Objectifs de la Mission et Conclusions Principales

### Contexte et objectifs principaux de la mission

1. **Contexte.** Une mission de revue à mi-parcours (RMP) du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné à Rabat et dans la zone d'intervention du programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM) au Maroc, du 12 au 29 novembre 2017. Le PDRZM vise à soutenir le développement des zones de montagne dans le cadre stratégique du Plan Maroc Vert (PMV). L'objectif global du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté de 30% d'ici à la fin 2030 et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne. Son objectif de développement est de renforcer les populations cibles pour améliorer leurs revenus et leur résilience aux effets du changement climatique (CC), à travers la mise à niveau des chaînes de valeur basées sur la gestion durable des ressources naturelles et la diversification de l'économie locale.
2. Le programme s'articule autour de deux composantes techniques : (i) développement et valorisation des filières agricoles; et (ii) gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification. Le coût total de la 1<sup>ère</sup> phase estimé à 50 millions USD, est financé par: (i) un prêt de 25 millions USD et un don de 500 000 USD du FIDA; (ii) une contribution du Gouvernement de 13,5 millions USD; (iii) un don du Fonds mondial pour

l'environnement (FEM) de 6,5 millions USD<sup>2</sup>; (iv) un don du Programme d'adaptation pour l'agriculture paysanne (ASAP) de 2 millions USD; et (v) une contribution des bénéficiaires estimée à 2 millions USD. La phase I du PDRZM est entrée en vigueur le 23 février 2015 pour une durée de 5 ans. Ses dates d'achèvement et de clôture sont respectivement le 31 mars 2020 et le 30 septembre 2020.

3. **Objectif.** L'objectif de la mission était de: (i) analyser l'état d'avancement global (physique et financier) du PDRZM ; (ii) évaluer la performance du programme et son impact à mi-parcours ; (iii) revoir et ajuster les éléments liés à la complexité de la conception afin d'améliorer la performance globale du programme sur la période restante de sa mise en œuvre. La mission devait également (i) faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2017; et (ii) assurer le suivi de l'exécution des recommandations de la mission de supervision précédente.
4. Du 13 au 23 novembre, la mission a séjourné dans les deux provinces d'intervention du programme, Azilal et Sefrou, où elle a d'abord eu une séance de présentation et la discussion de l'avancement des activités du programme avec les UGPP, les Services techniques des DPA et l'assistance technique (AT). La mission a ensuite réalisé des visites sur les sites d'intervention du PDRZM au cours desquelles elle a eu des échanges avec des partenaires du programme, des associations de producteurs, des coopératives et des groupements d'intérêt économique (GIE), ainsi que des petits agriculteurs et éleveurs. Au terme des visites de terrain, une réunion de restitution et de discussion des constats et recommandations de la mission a eu lieu au siège des deux DPA. A son retour à Rabat, la mission a échangé avec l'Unité de Coordination Centrale du Programme (UCCP) et l'AT au niveau de l'Agence de développement agricole (ADA), notamment sur la mise en œuvre de la convention signée entre l'ADA et l'ONUDI, et la Direction du budget du Ministère de l'économie et des finances (MEF).
5. Les constats et recommandations de la mission ont été présentés et discutés lors d'une restitution générale tenue à Rabat le 28 novembre 2017 à l'ADA sous la présidence du Directeur du Pôle Projets, en présence de l'ensemble des Directions centrales concernées par le programme.

### Principales mesures convenues et Conclusions

6. Le programme enregistre des avancées majeures depuis la dernière mission de supervision d'avril 2017, en termes de réalisation des activités prévues dans le PTBA 2017. Ceci est matérialisé par le nombre de marchés engagés qui a plus que triplé entre fin 2016 et novembre 2017. Il convient cependant de noter qu'à 27 mois de la date d'achèvement du PDRZM, les réalisations du programme par rapport aux activités prévues à la conception sont encore modestes et portent essentiellement sur les études et formations. Les investissements sont à leur début et comprennent (i) la réhabilitation des plantations existantes; (ii) la mise en place de nouvelles plantations qui attend les premières pluies; (iii) le démarrage de la construction des centres de collecte de lait et des bâtiments de conditionnement de miel; (iv) la mise en place de deux stations météorologiques; et (v) la construction d'une unité de fabrication de briquettes en cours d'opérationnalisation.
7. Au rythme actuel de l'avancement de mise en œuvre des activités du programme, la réalisation des effets attendus est peu probable avant l'achèvement du PDRZM. En effet, l'entrée en production de nouvelles plantations qui représentent une part importante des investissements prévus par le programme pour augmenter la productivité des populations cibles, est attendue après l'achèvement de la première phase du programme. L'augmentation des productions et des revenus des groupes cibles ne pourra en conséquence provenir que des activités de réhabilitation des plantations existantes, des AGR (apiculture, viande rouge, PAM, etc.), et de l'aménagement des PMH. **C'est dans ce contexte que les activités retenues par la RMP**

---

<sup>2</sup> Le don FEM est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

**pour la période restante de mise en œuvre du programme sont des actions physiques à fort impact sur la population-cible du programme et dont la réalisation est rapide en termes de durée d'exécution.**

8. Le FIDA s'est beaucoup investi à partir d'avril 2017 pour améliorer les performances du programme, notamment par la mobilisation d'experts en vue d'appuyer les équipes du PDRZM en gestion financière, COSTAB, passation des marchés et suivi-évaluation. Il continuera à renforcer le dispositif de supervision et d'appui au programme dans la perspective de réaliser ses objectifs et l'impact escompté.
9. En vue d'améliorer davantage les performances du programme et d'augmenter les chances de réaliser la plupart des objectifs du PDRZM avant son achèvement, le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues, les échéances et les responsabilités de mise en œuvre, telles qu'elles sont définies dans les tableaux de recommandations du présent rapport.
10. Parmi les principales mesures convenues, on peut citer :
  - L'intensification du dialogue avec l'ONCA et la formation de ses agents, pour maximiser leur participation sur le terrain et assurer la durabilité des appuis aux producteurs;
  - La finalisation de la convention cadre avec l'ANOC par des conventions spécifiques qui précisent les activités, le budget alloué et le délai de leur exécution;
  - L'élaboration d'un planning détaillé des travaux d'infrastructures en cours de réalisation/planifiés et son actualisation en fonction de l'avancement des travaux ;
  - L'engagement d'un dialogue avec les consultants de l'ONUDI au niveau des 2 provinces afin d'améliorer la cohérence entre les activités des 2 composantes techniques du programme ;
  - L'élargissement des membres des OPA à la base en intégrant plus de femmes, à travers un plan d'action à établir avec les bureaux des OPA;
  - L'opérationnalisation du logiciel de gestion financière et de suivi-évaluation, et la finalisation/réception (sur ANO du FIDA) du Manuel d'exécution du programme ;
  - La révision de la convention de financement de l'ADA avec l'ONUDI et sa présentation au FIDA pour ANO.

### **C. Vue d'ensemble et Progrès enregistrés<sup>3</sup>**

11. Le PDRZM-I est placé sous la tutelle administrative du MAPMDREF à travers l'Agence de développement agricole (ADA). Il entend toucher 64 000 ménages, soit environ 385 000 personnes (30 à 40 % de femmes) dont 180 500 personnes directement (30 000 ménages), et 204 500 personnes indirectement (34 000 ménages), répartis dans 32 communes rurales et 4 municipalités dans les provinces d'Azilal et Sefrou.
12. La mission de RMP confirme les constats de la mission de supervision d'avril 2017 sur l'engagement et les efforts consentis en 2017 par tous les acteurs du programme, au niveau central et à l'échelle des provinces de Sefrou et Azilal, pour rattraper les retards enregistrés par le PDRZM dans sa mise en œuvre. Ceci est reflété par le nombre de marchés engagés par les deux UGPP, qui est passé de **24** en 2016 à **80** en 2017. Après une phase d'identification et de sensibilisation de la population cible et des organisations professionnelles agricoles (OPA) et de préparation participative des activités physiques (élaboration de DAO, identification des sites d'implantation, négociation de partenariats...etc.), on observe une montée en puissance des engagements au deuxième semestre de l'année 2017. La mission note, toutefois, que les réalisations physiques sur le terrain sont encore modestes à ce stade de mise en œuvre.

---

<sup>3</sup> Voir annexes techniques (Appendice 4) pour plus de détails



13. Pour les **filières végétales**, la situation des réalisations cumulées se présente comme suit : (i) l'achèvement, en amont des filières, de la réalisation de la majorité des études ainsi que l'attribution des marchés de travaux relatifs aux plantations qui sont soit entamés soit en phase de préparation. Les travaux d'extension des plantations ont un taux de réalisation estimé à 20% pour les marchés engagés; (ii) le commencement des actions de formation et de suivi/accompagnement des bénéficiaires ainsi que du renforcement de leurs OPA, avec des taux de réalisation qui varient entre 30 et 100% dans la majorité des cas; (iii) la réalisation, en aval, de la majorité des études de faisabilité technico-économique, et des études d'exécution pour les unités de valorisation (UV) et la préparation des DAO y afférents.
14. Bien qu'un important travail de certaines réalisations physiques et d'engagement des marchés ait été accompli durant l'exercice 2017, le niveau de récupération des retards enregistrés lors des deux premières années de démarrage et partant de mise en œuvre des activités sur le terrain reste encore modeste. La mission juge toutefois, **modérément satisfaisante** la performance de la sous-composante « Filières végétales » à ce stade, compte tenu des prévisions importantes de réalisations en matière d'extension des plantations durant les 4 à 6 prochains mois.
15. Il ressort de ce qui précède qu'il y a un risque que certaines activités prévues ne soient pas exécutées avant l'achèvement de la première phase du programme, particulièrement pour les travaux de plantations. L'accélération du rythme actuel des réalisations devrait contribuer à minimiser ces risques.
16. Pour les **filières animales**, les principales réalisations depuis la dernière mission de supervision ont concerné la signature des conventions avec l'ANOC (dans les deux provinces) pour la création de 2 nouveaux groupements et le renforcement de 5 groupements existants, à travers des actions pédagogiques et techniques (Formation théorique et pratique, opérations de prophylaxie, diffusion de géniteurs sélectionnés, équipement des groupements par du matériel zootechnique,...etc.). D'autres réalisations ont porté sur le lancement des études (étude des potentialités mellifères, et élaboration d'un plan d'aménagement sylvo-pastoral), sur le démarrage de quelques travaux (construction de centres de collecte de lait à Sefrou, et aménagement de mielleries à Azilal) et sur la réalisation de 4 sessions de formations. Par ailleurs, une bonne partie de l'année 2017 a été consacrée à la préparation du lancement des activités physiques (Elaboration des DAO, identification des sites d'implantation des bâtiments et locaux prévus, acquisition du foncier par les OPA, négociation de partenariats...etc.). Ainsi, une dizaine de DAO relatifs aux filières animales ont été élaborées et sont actuellement en cours de lancement.
17. Globalement, le taux de réalisation physique pour les filières animales reste assez faible (6.8%), mais la mission a constaté un travail important réalisé par les UGPP durant l'année 2017 en matière d'identification et la sensibilisation de la population cible et de préparation des OPA bénéficiaires ; ce travail (laborieux et indispensable) pourrait favoriser l'accélération de la mise en œuvre des activités physiques sur les mois qui restent avant l'achèvement du programme.
18. Enfin, il convient de signaler que le partenariat avec l'ANOC reste incomplet. En effet, à Sefrou, la convention spécifique signée concerne la création d'un groupement, mais la convention de renforcement des groupements existants n'est pas encore signée. A Azilal, seule la convention cadre est signée, mais aucune convention spécifique n'est signée. Or, les activités de l'ANOC ne seront lancées qu'après signature des conventions spécifiques qui ont, en général, un délai d'exécution de 24 mois. Compte tenu du temps restant du projet et du délai d'exécution des conventions, il devient urgent de signer et lancer toutes les conventions spécifiques restantes.
19. Compte tenu des constats ci-dessus mentionnés, l'appréciation de la mission pour la mise en œuvre des activités concernant la sous-composante « Filières animales » est **modérément insatisfaisante**.

20. En termes **d'infrastructures et aménagements hydroagricoles (AHA)**, les réalisations cumulées à **Sefrou** portent sur : i) la construction de 1,5 km (2,2 km prévus dans le marché) de canaux bétonnés dans le périmètre PMH de Mediona. La mission a relevé le manque des joints tout le long des canaux réalisés et propose leur mise en œuvre pour tous les ouvrages. La qualité des travaux réalisés est globalement satisfaisante mais quelques travaux doivent être complétés/renforcés sur certains tronçons de canaux sur la base des recommandations formulées, par la mission et présentées dans le rapport de revue à mi-parcours; ii) la réalisation des travaux topographiques sur 7 km pour l'aménagement des pistes ; iii) le démarrage (fin octobre 2017) de l'étude d'aménagement du bassin versant de l'oued Silou et la création de plusieurs seuils de dérivation et la réhabilitation du seuil El Bouk ; iii) le démarrage (octobre 2017) de l'étude d'évaluation des ressources en eau souterraines de Sefrou ; iv) l'engagement de 4 marchés pour la modernisation de 7 km de séguia dans 4 périmètres PMH ; et v) l'engagement de 2 marchés pour l'aménagement de pistes sur une longueur totale de 7 km.
21. Hormis les études de PMH et pistes et l'engagement de plusieurs marchés de travaux, aucune réalisation physique n'a démarrée à **Azilal**. Cependant, les actions réalisées se limitent à : i) : l'élaboration des études techniques d'aménagement de 15 tronçons de pistes totalisant un linéaire de 74 km ; ii) l'étude d'aménagement de 67 km de canaux et seuils de dérivation dans 6 périmètres PMH ; iii) le recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des travaux de la PMH et iv) l'attribution d'un marché de la PMH et l'engagement de 2 autres pour la construction de 13 km de canaux bétonnés.
22. L'appréciation de la mission pour la mise en œuvre des activités concernant les pistes et AHA est jugée **modérément insatisfaisante**. Pour améliorer la performance du programme, les deux UGPP ont concentré leurs efforts, depuis avril 2017, à planifier/lancer plusieurs DAO (études, fournitures et travaux) et dont l'exécution est programmée en 2018, ce qui améliorera le taux d'exécution des travaux des pistes et AHA.
23. En ce qui concerne les activités de la composante 2 « **gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification** », les UGPP ont démontré leur capacité adaptive, prenant à leur charge les activités les plus critiques pour la mise en œuvre du programme, en attendant l'opérationnalisation de la convention avec l'ONUDI. Les actions réalisées portent sur : (i) l'étude de faisabilité d'un système énergétique optimisé de 2 unités de stockages frigorifique des pommes et de valorisation des produits dérivés ; (ii) l'installation d'une unité de production de briquettes en complément à un moulin d'extraction d'huile d'olive à Azilal ; (iii) la mise en place de deux stations agro-météorologiques à Azilal; (iv) l'élagage de 10 000 noyers avec fertilisation, confection de cuvettes et traitement phytosanitaire ; et (v) la réalisation de deux opérations de sur-greffage du caroubier (greffon femelle sur arbre mature mâle) portant sur un total de 16 600 pieds, et la plantation de 65 ha de caroubier.
24. Globalement, la mission estime que la mise en œuvre des activités de la composante 2 est **modérément insatisfaisante**, en raison des délais persistants. Toutefois, les principales contraintes identifiées<sup>4</sup> sont en voie de résolution, laissant présager un fort potentiel d'amélioration d'ici la prochaine mission de supervision.
25. Sur le **plan financier**, le programme a réalisé des améliorations notables en matière de gestion des aspects fiduciaires depuis l'année écoulée à savoir une soumission plus fréquente des relevés de dépenses au FIDA, une meilleure maîtrise de l'information financière qui reste toutefois gérée sur des supports nécessitant une grande intervention manuelle et augmentant le risque d'erreur. Le programme gagnera en efficacité et qualité de remontée d'information par la mise en place imminente du système d'informations. Aussi, un intérêt particulier à la consolidation des états financiers et leur communication au FIDA dans les délais impartis est à considérer. A la date du 22/11/2017, le taux de décaissement à partir des fonds mis à disposition par le FIDA des différents instruments de financement à savoir le prêt FIDA, le don

---

<sup>4</sup> La principale étant la clarté dans l'engagement de l'ONUDI

ASAP et le don FEM a atteint respectivement **5%, 1% et 11%**. En dépit des améliorations notées dans l'implémentation de plusieurs activités sur le plan physique et financier, ce taux est jugé hautement insatisfaisant à la mi-parcours selon les règles établies par le FIDA. Il convient cependant de noter que le PDRZM réalise des décaissements sur le Trésor public pour financer les activités réalisées ou en cours et que le PDRZM sera capable d'afficher des améliorations importantes avec l'exécution de l'ensemble des marchés qui sont actuellement en cours de lancement.

26. Il ressort de ce qui précède que les réalisations physiques du programme demeurent modestes à mi-parcours, si on prend en considération les produits et effets attendus du programme tels que définis dans le cadre logique du PDRZM. Par ailleurs, les taux de décaissement ci-dessus mentionnés sont particulièrement bas. L'appréciation de la mission sur la mise en œuvre globale reste en conséquence **modérément insatisfaisante**.
27. Compte tenu de l'état d'avancement des réalisations, **il est trop tôt pour mesurer les impacts du programme**, mais on peut d'ores et déjà constater un certain nombre de résultats: (i) une volonté des femmes à s'organiser pour bénéficier du programme; (ii) une demande soutenue des ménages d'agriculteurs pour les investissements et actions en: PMH, plantations (caroubier, noyers, pruniers, centres de collecte du lait et autres) accompagnée de méthodes culturelles appropriées et d'unités de valorisations des produits; et (iii) une dynamique d'organisation des agriculteurs en coopératives et groupements d'intérêt économique. Par ailleurs, les interventions prévisionnelles du programme permettront d'atteindre des impacts importants en matière de lutte contre la pauvreté, d'intégration du genre dans l'économie rurale, de diversification et d'augmentation de revenus, de sécurité alimentaire, et d'amélioration des actifs physiques et financiers des bénéficiaires. A date, 10 675 ménages sont déjà ciblés pour bénéficier des activités du programme. A terme, ils verront leurs revenus augmenter et amélioreront leurs conditions de vie.
28. En vue d'assurer une célérité dans la réalisation des activités du programme et d'augmenter de façon notable son taux de déboursement, les actions prévues en 2018 et 2019 ont été retenues<sup>5</sup> de façon à s'adapter aux contraintes du terrain et du cadre budgétaire annuel des services financiers du Ministère de l'Agriculture et des Finances. Le FIDA (don et prêt) devrait financer l'essentiel des activités de la composante 1 du PDRZM<sup>6</sup> alors que le GEF prendra en charge le financement de la composante 2 du programme<sup>7</sup>. Les activités retenues sont des actions physiques à fort impact sur la population-cible du programme et dont la réalisation est rapide en termes de durée d'exécution, procédures (marchés, visa du trésorier régional,...). **Les actions d'investissement dont les études et l'assistance technique ont déjà été réalisées mais qui permettent une plus grande adhésion des populations seront prioritaires pour les 27 mois restants de la vie du programme.**
29. Aussi, les **augmentations** ont concerné les actions de la PMH<sup>8</sup>, la construction et l'équipement des briquettes<sup>9</sup>, l'augmentation du nombre d'AGR, notamment celles ciblant les femmes (distribution des béliers dans les deux provinces et de brebis à Azilal, PAM<sup>10</sup>, et l'apiculture). Les augmentations ont aussi concerné les AGR destinées aux populations vulnérables organisées en coopératives et qui ont montré un certain dynamisme à travailler ensemble. Par contre, certaines actions ont vu leur coût total **diminuer** dans les deux DPA. C'est le cas notamment des pistes, de l'assistance technique, des formations, de certaines études<sup>11</sup>, de la création de nouveaux groupements ANOC, des locaux de stockage pour les groupements non ANOC, de l'agrément ONSSA, et de la convention ODCO. La construction et l'équipement des

---

<sup>5</sup> La mission a travaillé avec l'UCCP et les UGPP sur les réallocations possibles qui sont reprises dans le COSTAB révisé (en tenant compte des variations du taux de change USD/DTS notamment)

<sup>6</sup> Développement et valorisation des filières agricoles.

<sup>7</sup> Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification.

<sup>8</sup> En termes de linéaires de seguias bétonnées, et de construction de seuils à Sefrou.

<sup>9</sup> Action réalisée à Azilal et prévue à Sefrou en 2018/19.

<sup>10</sup> Plantes aromatiques et médicinales.

<sup>11</sup> Caractérisation des potentialités mellifères et des miels, étude ressource en eau.

unités frigorifiques à Sefrou (2000 T). Les unités de valorisation (UV) d'Azilal, de plus faible capacité (600 T) ont déjà fait objet de marchés dont l'enveloppe financière est inférieure à celle de la conception. Par ailleurs, certains petits marchés ont été consolidés en un seul alors qu'ils présentaient plusieurs lignes dans le COSTAB. C'est notamment le cas de l'appui à la commercialisation et de l'appui aux membres des coopératives à Azilal, des études faisabilité technico-économique et de faisabilité énergétique des UV.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Etudes de faisabilité des unités de valorisation :</b> Simplifier les études de faisabilité des UV pour répondre juste aux besoins requis afin de réduire leur durée de réalisation.	"[UGPP]"	[12] / [2017]	[Proposée]
<b>Convention ANOC Azilal :</b> Elaborer, signer et lancer rapidement les conventions spécifiques pour la création et pour le renforcement des groupements ANOC	"[UGPP]"	[12] / [2017]	[Convenue]
<b>Convention ANOC Sefrou :</b> Elaborer et signer la convention spécifique pour le renforcement des 3 groupements ANOC existants et activer la mise œuvre de la convention déjà signée visant la création d'un groupement	"[UGPP]"	[12] / [2017]	[Convenue]
<b>Etudes techniques complémentaires :</b> Des études techniques complémentaires (géotechnique, hydrologique, stabilité) doivent être engagées par le bureau d'études au niveau des seuils de dérivation à proposer le long de l'oued Slilou - Sefrou.	UGPP/Bureau d'études	02/2018	Convenue
<b>Etudes d'exécution des seuils :</b> Les dossiers d'exécution des seuils de dérivation, proposés dans l'aménagement des PMH à Azilal, doivent être complétés par des études spécifiques aux seuils (géotechnique, hydrologique, stabilité) pour la vérification/renforcement de la stabilité des seuils avant de lancer les DAO des travaux-Azilal	UGPP/Bureau d'études	01/2018	Convenue
<b>Travaux complémentaires :</b> Des joints de dilatation et joints d'étanchéité type water stop doivent être posés dans les canaux réalisés et ceux programmés à Sefrou et Azilal	UGPP/Entreprises	Immédiatement pour Mediouna <sup>12</sup>	Convenue
<b>Elaboration des plans détaillés des ouvrages des pistes :</b> Les études d'aménagement des pistes doivent être complétées par : i) des plans détaillés des ouvrages de traversée des cours d'eau, en détaillant les protections amont/aval éventuelles pour garantir la stabilité des ouvrages ; ii) des informations techniques manquantes à préciser sur les plans établis ; iii) la remise de la note géotechnique demandée dans les CPS du marché ; et iv) la matérialisation des murs de soutènement sur les tracés en plan-Azilal	UGPP/Bureau d'études	Avant la réception des études	Convenue
<b>Recrutement de la mission AT :</b> Le recrutement de la mission AT doit être engagé pour le contrôle des travaux de pistes-Azilal	UGPP Azilal	12/2017	Convenue
<b>Cohérence entre les activités des composantes techniques :</b> Engager un dialogue avec les consultants de l'ONUDI au niveau des deux provinces afin d'améliorer la cohérence entre les activités des 2 composantes techniques	DPA/AT Sefrou et Azilal, ONUDI	12/2017	Convenue
<b>Implication de l'ONCA dans la mise en œuvre :</b> Intensifier le dialogue avec l'ONCA et la formation de ses agents, pour maximiser leur participation sur le terrain et assurer la durabilité des appuis aux producteurs	ADA/AT	Immédiat	Convenue

## D. Mise en œuvre du Projet

### i. Efficacité et Orientation vers le Développement

#### Efficacité des objectifs axés sur le développement

#### Efficacité

Notation: 3

#### Justification de la notation

<sup>12</sup> Systématiquement pour les ouvrages programmés

30. Le PDRZM enregistre un grand retard dans l'exécution des activités prévues à la conception. Sa performance est jugée **modérément insatisfaisante** du point de vue efficacité au regard des faibles taux de réalisation des objectifs quantitatifs du programme, particulièrement au niveau de la plupart des indicateurs d'effets attendus dont la réalisation est peu probable avant l'achèvement du PDRZM.

#### **Analyse du Cadre Logique et Points saillants en matière d'Efficacité**

31. D'une manière générale, les retards de mise en œuvre du programme ne permettent pas encore d'apprécier les effets du PDRZM. En matière de développement et de valorisation des **filières végétales**, il est attendu, comme effet, l'augmentation d'au moins 30% de la production dans la zone ciblée à la fin de la 1ère phase du programme, la contribution des produits valorisés à une augmentation d'au moins 20% des revenus des producteurs organisés en coopératives et l'accès d'au moins 50% des petits producteurs aux services, de financement rural, conseils agricoles et techniques plus résilientes (ASAP). Les produits présumés par le programme concernent une meilleure valorisation des productions et une réduction des pertes en post-récolte matérialisées par l'augmentation de partenariats producteurs-agrégateurs d'au moins 30%, l'amélioration de 70% des produits des filières ciblées pour s'aligner avec les standards des marchés de référence et la réduction des pertes post-récolte d'au moins 70% à la fin de la phase 1 du programme.
32. Les réalisations des activités du programme, à mi-parcours, ne permettent pas d'atteindre, les indicateurs clés de performance ci-dessus mentionnés avant l'achèvement du programme, compte tenu des retards enregistrés lors des premières années de démarrage des actions du PDRZM. Cependant, la maîtrise actuelle des outils de mise en œuvre des activités liées aux filières végétales permettra au programme de réaliser les objectifs escomptés, avec un décalage de deux à trois années par rapport aux délais initialement arrêtés dans le cadre logique.
33. Pour les **filières animales**, compte tenu du faible taux de réalisation physique, le niveau d'atteinte des objectifs, effets et produits du cadre logique à mi-parcours est quasi-nul. Ce constat est dû notamment au retard enregistré dans le démarrage du projet associé aux difficultés institutionnelles et procédurales rencontrées lors de la première année et à la phase de préparation (relativement longue) des activités physiques lors de la deuxième année. Néanmoins, les activités en cours de lancement pour les filières animales restent dans l'ensemble compatibles avec les objectifs et les résultats attendus du cadre logique et devraient permettre d'atteindre les valeurs seuils des indicateurs de performance indiquées dans le cadre logique avec un retard d'environ 2 ans. Les actions techniques prévues pour les filières animales (formation, encadrement, amélioration génétique, actions sanitaires, achat de ruches peuplées,...) peuvent amener à une augmentation de la productivité de 30%, mais le risque lié à une sécheresse récurrente peut toutefois compromettre cet objectif.
34. Les taux de réalisation des **infrastructures et des aménagements hydroagricoles**, depuis le démarrage du programme et par rapport à ses objectifs, varient entre 7.5% pour la PMH et 0% pour les autres actions. A ce rythme d'exécution, le programme ne pourrait atteindre les objectifs formulés dans le cadre logique. Cette situation pourrait être considérablement améliorée. En effet, plusieurs marchés (travaux, fournitures) ont été déjà engagés et d'autres DAO ont été préparés/validés ; le tout permettra d'améliorer les taux de réalisation et par conséquent de rattraper l'important retard observé dans l'exécution des travaux. Ces marchés/DAO permettraient d'atteindre un taux global de réalisation de l'ordre 35-45% à la fin de 2018. Le retard observé dans la réalisation est dû essentiellement à la mauvaise planification de démarrage des études techniques d'une part et aux retards importants dans l'élaboration de ces études par les bureaux d'études. Ces facteurs ne respectent pas les hypothèses retenues par le cadre logique. Un mauvais suivi des contrats d'exécution dans les délais contractuels risquerait de ne pas atteindre le taux d'exécution visé pour 2018.

35. Un des défis principaux auquel fait face l'UGP résulte du fait qu'un mécanisme de mise en œuvre distinct a été imposé pour la majeure partie des activités de la **Composante 2**. Certaines activités pratiquement identiques apparaissent dans les deux composantes, mais ont été et/ou seront mises en œuvre séparément, par les UGPP et par l'ONUDI (ex. champs-écoles, équipement des unités de valorisation). Ce montage, qu'il n'est pas possible de remettre en cause à cette étape de la mise en œuvre du programme, est considérablement plus complexe et moins efficace qu'un mode de mise en œuvre unifié sous contrôle des UGPP pour toutes les activités terrain.
36. Les mesures ci-dessous ont été convenues pour améliorer l'efficacité d'intervention du programme.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>"[Réduction de la superficie de plantation du pommier]"</b> "Il s'agit de réduire la superficie de plantation du pommier au niveau de la Province d'Azilal sur 370 Ha pour cause de rareté du foncier irrigué et adapté à cette culture au niveau de cette province]"	"[UGPP]"	[12] / [2017]	[Convenue]
<b>"[Initiation de la production biologique certifiée]"</b> "Il est recommandé de développer la production biologique et sa certification, notamment pour les vergers de pommier, d'amandier, de noyer et de cerisier. Plusieurs vergers et périmètres de ces plantations n'utilisent pas ou utilisent peu de produits chimiques mais ne profitent pas des prix raisonnables pour ce type de culture à cause du manque de certification]"	"[UGPP]"	[01] / [2018]	[Convenue]
<b>"[Substitution de la variété de noyer à importer par des variétés locales]"</b> "Il est recommandé de substituer la variété de noyer à importer par des variétés locales disponibles et performantes. L'importation de plants de noyer comporte des contraintes relatives au processus administratif et de sécurité phytosanitaire ainsi que de risques de pertes lors du transport ce qui entraîne des coûts supplémentaires importants]"	"[UGPP]"	[12] / [2017]	[Convenue]
<b>"[Mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités des OPA en collaboration avec l'ONCA]"</b> "Il s'agit d'impliquer les services de l'ONCA dans la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités des bénéficiaires en matière d'encadrement et de formation techniques ainsi que de gouvernance des OPA]"	"[UGPP et ADA]"	[12] / [2017]	[Convenue]
<b>"[Organisation de rencontres des bénéficiaires, de cadres et des techniciens des UGPP de Sefrou et Azilal]"</b> "Il est recommandé d'organiser des visites mutuelles, des bénéficiaires, des cadres et des techniciens des deux provinces concernées par le Programme, pour capitaliser les expériences des uns et des autres et échanger sur les contraintes et les solutions adéquates aux problèmes rencontrés]"	"[UGPP et ADA]"	[01] / [2018]	[Convenue]
<b>"[Organisation de visites à l'étranger pour les cadres et les techniciens des UGPP des deux Provinces]"</b> "Il s'agit d'organiser des visites à l'étranger pour les cadres et les techniciens des UGPP des deux Provinces pour s'enquérir des expériences et innovations en matière des techniques de production et de valorisation des produits des filières ciblées]"	"[UGPP et ADA]"	[01] / [2018]	[Convenue]
<b>"[Améliorer la productivité de l'élevage]"</b> "Inclure dans toutes les conventions avec l'ANOC l'acquisition d'un nombre suffisant de géniteurs sélectionnés afin d'améliorer la productivité des troupeaux de petits ruminants]"	"[UGPP]"	[01] / [2018]	[Convenue]
<b>"[Augmenter le nombre de bénéficiaires des AGR]"</b> "[Doublé le nombre de femmes bénéficiaires potentielles des AGR viandes rouges]"	"[UGPP et AT zootechnicien]"	[01] / [2018]	[Convenue]
<b>"[Améliorer la résilience des éleveurs aux CC]"</b> "[A Azilal, réévaluer le budget des infrastructures hydro-pastorales et planifier ces aménagements rapidement afin de pouvoir les réaliser avant l'achèvement du PDRZM]"	UGPP, AT GR et AT Zootechnicien	[01] / [2018]	[Convenue]
<b>Planning des travaux</b> Un planning détaillé des travaux des actions en cours de réalisation et de ceux planifiés doit être élaboré (selon le modèle présenté par la mission). Il doit être actualisé en fonction de l'avancement des travaux.	UGPP Sefrou et Azilal	12/2017	Convenue
<b>Contrôle rapproché</b> Pour améliorer le taux global des réalisations, des réunions rapprochées devront être engagées périodiquement avec tous les intervenants (entreprises, missions AT de contrôle des travaux, autorités,...) pour réaliser les prestations dans les délais contractuels.	UGPP Sefrou et Azilal	Action continue	Convenue

## Orientation vers le Développement

### Ciblage et portée

Notation: 4

#### Justification de la notation

37. La stratégie et les critères de ciblage prévus par le PDRZM sont globalement respectés. En termes d'effectifs, le nombre des bénéficiaires ciblés, à la mi-parcours, mérite d'être amélioré. En effet, le programme a ciblé directement 8 798 ménages à Azilal et 1 877 à Sefrou. Au total 10 675 ménages, soit 36% des 30 000 ménages prévus à la conception. Le ciblage et portée sont jugés **modérément satisfaisants**.

#### Points saillants

38. Le PDRZM se déroule, comme prévu, dans 32 communes territoriales (CT) parmi les plus pauvres (taux cumulés de pauvreté et de vulnérabilité estimés à 40%, HCP). Les activités réalisées et en cours de réalisation répondent parfaitement aux besoins des populations. Cependant, les efforts de sensibilisation et d'information, méritent d'être renforcés davantage auprès des populations. Actuellement, le nombre ci-dessus mentionné des bénéficiaires ciblés directement est faible. Les bénéficiaires pris en considération sont ceux et celles ayant bénéficié des activités en cours de réalisation et/ou de préparation (marchés engagés ou adjugés). Par ailleurs, la mission a noté que : (i) certaines OPA porteuses de projets appuyés par le programme ne répondent pas aux critères de pauvreté arrêtés par le PDRZM (ex. Coopérative El Bougrinia à Sefrou et celle porteuse du projet des plantations et de transformation du Caroubier à Azilal). L'adhésion à ces deux coopératives doit s'ouvrir aux ménages pauvres ; (ii) la communication et l'information des bénéficiaires se font mais restent insuffisantes, notamment à la base. Très souvent la sensibilisation et l'information ne concernent que les membres des bureaux (ex. GIE de Tabant ; fabrication de briquettes). Cette insuffisance ne permet pas aux adhérents de s'informer sur le contenu des conventions et aux nouveaux bénéficiaires de négocier leur adhésion.
39. La répartition par filière des ménages ciblés directement, pour les activités en cours, dans les deux provinces est la suivante : (i) pommier : plantations, unités de conditionnement, champs écoles, renforcement des capacités et participation aux foires (945 bénéficiaires) ; (ii) cerisier : renforcement des capacités et participation aux foires (87 bénéficiaires) ; (iii) prunier : plantations, renforcement des capacités et participation aux foires (150 bénéficiaires) ; (iv) caroubier (toutes les OPA de la filière) : travaux de plantation ; travaux d'entretien des plantations ; achat de matériel technique ; renforcement des capacités et champs écoles (1 796 bénéficiaires) ; (v) amandier : travaux de préparation et de plantation, renforcement des capacités (494 bénéficiaires) ; (vi) noyer : identification des sites, travaux des plantations et d'entretien (2 869 bénéficiaires) ; (vii) miel : formations, achat des équipements apicoles, achats des ruches, travaux d'aménagement de bâtiments techniques (394 bénéficiaires) ; (viii) viande rouge : renforcement des capacités, groupements ANOC, AGR pour les brebis (3 400 bénéficiaires) ; (ix) lait : construction des centres de collecte, renforcement des capacités, participations aux foires (440 bénéficiaires) ; et (x) actions transverses : AUEA et autres (100 bénéficiaires).
40. Pour la période restante de mise en œuvre du programme (27 mois), il est prévu que les nouvelles activités ciblent 13 632 bénéficiaires (ménages) dont 3 254 (902 femmes) à Sefrou et 10 378 (2 607 femmes) à Azilal. La répartition selon les filières se présente comme suit : (i) pommier : 1 101 bénéficiaires, (ii) cerisier : 193 bénéficiaires ; (iii) prunier : 75 bénéficiaires ; (iv) amandier : 799 bénéficiaires ; (v) noyer : 1 300 bénéficiaires ; (vi) caroubier : 418 bénéficiaires ; (vii) viande rouge : 3 847 bénéficiaires ; (viii) lait : 193 bénéficiaires ; (ix) miel : 635 bénéficiaires ; (x) actions transverses (pistes et autres aménagements) : 4 577 bénéficiaires ; et (xi) actions génératrices de revenus : 1190 bénéficiaires.

41. Au total, les bénéficiaires du programme attendus à l'achèvement du PDRZM, sont estimés à 309 042 hab. (51 507 ménages<sup>13</sup>) dont 145 842 bénéficiaires directs (24 307 ménages) et 163 200 indirects (27 200 ménages).

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Adhésion des groupes cibles aux OPA :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des séances de sensibilisation et de communication pour l'ensemble des bénéficiaires pour de nouvelles adhésions</li> <li>Travailler sur l'élargissement des membres des OPA à la base en intégrant plus de femmes (plan d'action à établir avec les bureaux des OPA et à annexer à la convention). Ce plan devra être suivi et réalisé</li> </ul>	UGPP	Immédiat	Convenue

**Aspects genre et équité hommes-femmes Notation: 4**

**Justification de la notation**

42. Malgré les efforts fournis par les UGPP pour identifier les femmes éligibles pour bénéficier des actions des filières et/ou des AGR, les taux d'intégration des femmes sont encore très faibles. Les femmes bénéficiaires représentent moins de 7% à Azilal et moins de 5% à Sefrou alors que le programme prévoyait des taux d'intégration de 30 à 40% au niveau des filières. Ce résultat provient du fait que les anciennes OPA sont constituées essentiellement d'hommes ; alors que les coopératives féminines sont encore faiblement ciblées par le PDRZM. Les performances du programme pour les aspects genre et équité hommes-femmes sont jugées **modérément satisfaisantes**.

**Points saillants**

43. Pour promouvoir les activités spécifiques aux femmes, en plus des autres actions des filières prévues pour les OPA mixtes (hommes et femmes), il était prévu de réaliser les UV de concassage des amandes, des noix, 2 unités de jus et de vinaigre, une unité de conditionnement des cerises, 11 groupements pour l'élevage d'ovins, et 4 centres de collecte du lait pour les femmes. Le PDRZM avait aussi prévu des actions destinées spécifiquement aux femmes notamment des AGR hors filières, ainsi que des équipements pour alléger certaines corvées.
44. A date, les réalisations physiques en faveur des femmes sont encore insignifiantes. A Sefrou, (i) le centre de collecte du lait d'lfrah pour une coopérative de 18 femmes est en cours de construction ; et (ii) 14 apicultrices sur un total de 69 bénéficiaires (20%) ont bénéficié de formations. Concernant les AGR, 2 groupements de femmes pour l'octroi des brebis ont été identifiés à Sefrou et 5 coopératives sont en cours de négociation avec le programme à Azilal pour un nouveau financement ou un complément de financement des AGR. Par ailleurs, aucune convention de partenariat n'a été conclue avec le SFDA pour *booster* les AGR.
45. L'intégration du genre nécessite la focalisation du programme sur certains aspects prioritaires, à savoir : (i) l'intensification de la communication, l'information et la sensibilisation auprès des populations sur les questions de l'équité et sur le rôle et les responsabilités des OPA (adhérents et membres des bureaux) pour une meilleure compréhension du travail collectif ; (ii) l'accompagnement et le renforcement des capacités, particulièrement des femmes et de leurs OPA; ce travail est laborieux car les femmes ont besoin de plus d'encadrement à cause de leur taux d'analphabétisme très élevé ; (iii) l'identification et l'intégration des OPA dont les projets sont en cours avec d'autres bailleurs et qui nécessitent un complément de financement afin de créer des synergies. Cette collaboration devra être conditionnée par

<sup>13</sup> Sur la base de 6 personnes par ménage



l'alignement sur la stratégie de ciblage et les critères de pauvreté tels qu'arrêtés par le PDRZM ; et (iv) la négociation avec les anciennes OPA pour l'intégration de nouveaux membres avec une discrimination positive pour les femmes. Un plan d'action négocié, comme une contrepartie de l'investissement du programme, devra être établi avec chaque OPA pour intégrer les femmes.

46. Si les mesures ci-dessus mentionnées sont mises en œuvre, le taux d'intégration du genre devra se situer autour de 25%. De nombreuses AGR liées à différentes filières sont prévues en 2018 dans les deux provinces. Ceci devrait *booster* les taux d'intégration des femmes au niveau des filières, sans toutefois atteindre les objectifs fixés. Certains risques qui pourraient bloquer la réalisation des AGR des femmes et/ou compromettre leur durabilité sont : (i) la non disponibilité ou la cherté de terrain pour la construction des UV notamment à Sefrou; (ii) les difficultés d'alimenter les brebis pour les femmes d'Azilal car celles-ci ne disposent pas de moyens pour faire face aux frais des aliments avant les premières ventes ; et (iii) les difficultés de nombreuses femmes à se déplacer dans les lieux de formation et ce, pour diverses raisons.
47. Pour minimiser ces risques, la mission recommande : (i) l'implication des agents de l'ONCA qui connaissent les partenaires (communes, collectivités ethniques et autres) pour trouver des solutions rapides à la mobilisation du foncier; (ii) l'achat d'aliments par le programme couvrant une période de six mois ; (iii) l'organisation des formations, autant que possible, sur les lieux de résidence des femmes pour leur permettre d'y assister ; et (iv) l'appui aux OPA afin d'établir le contact direct avec le SFDA pour bénéficier des financements.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Participation des femmes aux formations :</b> Renforcer davantage la formation des femmes en organisant les ateliers d'apprentissage sur les lieux de résidence pour leur permettre d'y assister	UGPP	Immédiat	Proposée
<b>Intégration du genre :</b> Faire participer les agents de l'ONCA dans le processus de l'intégration du genre	UGPP	Immédiat	Partenariat ONCA
<b>Lancement des UV et AGR :</b> Identifier les OPA (de préférence nouvelles) féminines ou mixtes à majorité femmes pour lancer rapidement les UV et les AGR	UGPP	Immédiat	Proposée
<b>Partenariat avec les SFDA :</b> Appuyer les OPA pour établir des partenariats avec les SFDA afin de débloquer des financements collectivement et/ou individuellement complémentaires pour le financement des AGR	UGPP	Immédiat	Proposée

## Productivité Agricole

**Notation: 3**

### Justification de la notation

48. Les actions prévues par le programme dans les filières végétales et les AHA ont un potentiel élevé d'augmenter la productivité agricole. Celle-ci ne s'est pas encore matérialisée du fait que ces actions viennent à peine de démarrer. A ce stade de la mise en œuvre du programme, la productivité agricole est jugée **modérément insatisfaisante**.

### Points saillants

49. Parmi les actions importantes du PDRZM, on note le renforcement des capacités techniques des bénéficiaires, à travers des actions de formation et d'encadrement, notamment au niveau des champs écoles pour l'ensemble des filières ciblées par le programme. A terme, ces actions conduiront à une amélioration de la productivité des exploitations des bénéficiaires grâce à la mise à niveau de leurs techniques de conduite culturales qui, auparavant, étaient basées sur des méthodes traditionnelles. Les extensions des plantations répondent parfaitement aux vocations agricoles des zones respectives où elles sont programmées. La productivité de ces

plantations au niveau des périmètres délimités est assurée comparativement aux cultures traditionnellement pratiquées au niveau de ces zones.

50. La rareté du foncier irrigué au niveau de la province d'Azilal exige la diminution d'une superficie de 380 Ha de pommier initialement prévue par le programme. Les budgets y afférents seront réalloués à d'autres activités dont notamment au niveau de l'aval des filières ciblées.
51. Le programme a prévu initialement l'introduction d'une nouvelle variété de noyer (franquette). Le processus administratif et de contrôle phytosanitaire ainsi que les difficultés de transport et de livraison risquent d'entraîner des pertes de qualité et de lourdes charges supplémentaires. Il a été ainsi décidé de se rabattre sur une variété locale aussi productive et appréciée par les bénéficiaires et le consommateur.
52. La modernisation des séguías en terre dans les périmètres PMH permettra de réduire les importantes pertes d'eau causées par ces séguías dans leur état actuel. Ce gain d'eau permettra de dégager un volume d'eau additionnelle qui servira à l'intensification agricole dans les petites parcelles (+30% d'après nos enquêtes auprès des bénéficiaires). En effet, la mission souligne l'impact positif de la modernisation des seguias (accroissement des superficies cultivées) et recommande d'augmenter les quantités prévues pour cette action (canaux bétonnés) avec la modernisation des ouvrages annexes comme les bassins de stockage conçus en terre. De sa part, l'aménagement des pistes participera à l'accroissement de la productivité agricole et réduira (de 20-30%) les frais de transport des produits agricoles.
53. Pour assurer la productivité agricole sur le long terme, il faut que la durabilité technique des actions à réaliser (PMH, équipement des points d'eau, aménagement de pistes, unités de valorisation, plantations arboricoles, centres de collecte de lait,...) soit garantie. Cette durabilité dépend de la qualité des études et de celle des réalisations (travaux et fournitures) d'une part et du niveau de la prise en charge de la gestion/exploitation/entretien de ces réalisations d'autre part. La durabilité des infrastructures hydrauliques de la PMH ne présentera pas de risque si la construction des canaux et bassins, est exécutée conformément aux CPS des marchés. Par contre la durabilité des seuils (à Séfrou) serait à haut risque si la conception retenue ne sera pas révisée/renforcée. En effet, la conception de ces seuils a été faite, par le bureau d'études, sans des études préparatoires spécifiques aux sites (géotechnique, hydrologique, stabilité). Pour les unités de valorisation, leur durabilité pourrait constituer un risque si les coopératives ne disposeront pas de moyens humains qualifiés et de moyens financiers nécessaires pour garantir la pérennisation des équipements après l'achèvement du programme. La durabilité des activités liées aux filières végétales et animales seront garanties par les bénéficiaires, qui doivent les exploiter selon les conduites techniques adéquates.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Réalisation des formations pour les AUEA :</b> Prévoir des formations pour les membres des AUEA pour la maintenance des ouvrages de PMH à Sefrou et Azilal	UGPP Séfrou et Azilal	2018	Convenue

## Nutrition

Notation: 4

### Justification de la notation

54. Les activités, en cours ou prévues, liées aux aspects de la nutrition et la sécurité alimentaire sont jugées **modérément satisfaisantes** et ce, pour plusieurs raisons: (i) la diversification des produits locaux entraîne une diversification des sources de revenus; (ii) les produits développés, par le programme, sont en majorité de nature à alimenter progressivement la trésorerie des ménages et constituent ainsi une épargne utilisable à tout moment de l'année (car se conservent bien) ; et (iii) le caroubier largement développé à Azilal pourrait être un aliment de base à la place des céréales dont les rendements sont de plus en plus affectés par les effets des CC dans la zone.

### Points saillants

55. Le PDRZM prévoit la valorisation des produits locaux et/ou l'introduction de nouveaux produits susceptibles d'améliorer la nutrition. Ces produits généreront, aussi, une valeur ajoutée monétaire pour les ménages pauvres. Parmi les produits ciblés par la valorisation, nombreux sont ceux qui constituent déjà une épargne pour la trésorerie des ménages et renforcent la sécurité alimentaire et la nutrition des familles. Ces produits sont, particulièrement : l'amandier, le noyer, le miel, le caroubier, le safran, les produits des PAM. En effet, ces produits se conservent bien et peuvent être commercialisés tout le long de l'année. Les autres produits tels que le lait et la viande rouge, constituent également une source de revenus permanente pour les périodes de soudure en plus de leur apport dans l'alimentation, notamment pour le lait.
56. Au stade actuel de l'avancement du programme, il est encore précoce d'évaluer l'incidence des actions du PDRZM sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Néanmoins, les activités en cours ou celles prévues, annoncent que l'apport du programme sera important pour la nutrition et la sécurité alimentaire des populations : (i) le caroubier est connu pour son adaptation au terrain pauvre et accidenté. Ses gousses se vendent à des prix attractifs qui peuvent atteindre 12 DH/kg. Ces gousses peuvent se conserver toute l'année. Après transformation, elles peuvent constituer un excellent aliment de base pour l'alimentation humaine (couscous, semoule, farine) et animale ; (ii) les rosacées à haute valeur ajoutée (pommier, cerisier, prunier, amandier, noyer) peuvent, pour certaines d'entre elles, constituer une réserve pour la trésorerie familiale, du fait que le programme financera des UV pour le conditionnement ou concassage ; ainsi la vente pourrait se faire au fur et à mesure tout le long de l'année; (iii) le safran est une culture de haute valeur ajoutée au même titre que les rosacées et les PAM. C'est un produit qui se conserve et se vend en cas de besoin comme support à la trésorerie. Le PDRZM, prévoit de promouvoir la valorisation et la promotion du safran dans la zone du programme pour créer 2 AGR pilotes féminines ; (iv) le miel est un produit de haute valeur nutritionnelle et de haute valeur ajoutée qui se conserve bien et se commercialise sur toute l'année voire plus. Le programme appuiera le renforcement des mielleries des OPA; (v) le lait et la viande rouge sont des produits d'élevage ancrés dans le savoir-faire des ménages et constituent déjà un produit de sécurité alimentaire et d'alimentation de la trésorerie familiale ; et (vi) la valorisation des ressources naturelles locales à travers des actions en faveur des femmes et des jeunes permettent leur forte adhésion à la préservation et l'exploitation durable de ces ressources.
57. A terme, la valorisation de l'ensemble de ces produits et l'entrée en production des plantations renforceront non seulement la diversification des sources de revenus mais également la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Renforcement de la nutrition des ménages :</b> Prévoir la mise en place de deux AGR (pilote) pour la transformation du caroubier en produits d'alimentation de base pour renforcer la nutrition des ménages	UGPP	Juin 2018	Convenue

## Adaptation au Change Climatique

Rating: 3

### Justification de la notation

58. La notation "**modérément insatisfaisante**" est essentiellement due aux importants retards de mise en œuvre affectant particulièrement la Composante 2. Ces retards font que le taux de réalisation des activités liées à l'adaptation au CC est très en deçà des attentes du programme, à mi-parcours de sa mise en œuvre.

### Points saillants

59. L'adaptation au changement climatique est une dimension importante au niveau de la conception comme de la mise en œuvre du projet. Les infrastructures d'irrigation économes, la conservation des sols et des eaux, le choix des plantations d'arbres fruitiers et forestiers (dont certains sont productifs même sans irrigation) démontrent une volonté de gestion adaptative et durable des ressources naturelles. Le développement d'activités plus diversifiées, grâce

notamment à l'introduction de nouvelles activités génératrices de revenus (ex. miel, PAM, briquettes) offre un potentiel réel d'amélioration de la résilience des populations touchées face au changement climatique.

60. Les activités du projet sont intrinsèquement adaptatives et répondent adéquatement au contexte et aux vulnérabilités spécifiques. Le défi principal reste l'harmonisation et la synchronisation du mécanisme de mise en œuvre des composantes 1 et 2, qui demande, comme point de départ, d'impliquer davantage l'ONUDI dans les activités des UGPP.
61. S'agissant des ouvrages en milieu hydrique (sous-composante 1.3) des préoccupations ont été soulevées durant la mission quant aux risques posés par les ouvrages (impacts sur les terrains riverains en amont et ou en aval) et pour les ouvrages (crues, charriage). Des recommandations appropriées ont été introduites au niveau de la sous-composante.

## ii. Durabilité et Mise à échelle

### Institutions et Dialogue Politique Notation: 5

#### Justification de la notation

62. Les interventions du programme liées au renforcement des institutions et au dialogue politique, sont **satisfaisantes** de par le montage institutionnel du PDRZM et l'intégration des activités du programme dans les plans d'actions annuels des DPA et du gouvernement de façon globale. Les petits agriculteurs participent aux prises de décision sur les filières à travers les conventions signées entre les DPA et les OPA.

#### Points saillants

63. Le programme s'inscrit dans le cadre des stratégies du Gouvernement sur le long terme en matière de lutte contre la pauvreté, de développement agricole et rural et de renforcement des capacités des agriculteurs (Initiative nationale de développement humain, Plan Maroc vert - Pilier II, Stratégie de développement rural et Stratégie de conseil agricole). De par le montage institutionnel, les activités du PDRMZ sont intégrées dans les programmes d'activités annuels des DPA et des autres partenaires provinciaux ce qui permettra de continuer le renforcement des bénéficiaires après l'achèvement du Programme. Par ailleurs, l'approche de mise en place pour la réalisation des activités du Pilier II exige que les projets ne puissent être financés aux bénéficiaires qu'à travers une convention avec des OPA porteuses, ce qui devra renforcer la durabilité de ces activités. Cet ancrage à différents niveaux est un facteur important d'appropriation et de durabilité institutionnelle des activités du programme, en particulier après son achèvement.

### Mise en place de Partenariat Notation: 4

#### Justification de la notation

64. Le partenariat avec les Opérateurs de mise en œuvre (publics et privés) est **modérément satisfaisant** eu égard aux efforts consentis pour finaliser 50 % des conventions programmées. La préparation/finalisation du reste de conventions requises est attendue pour le premier trimestre 2018.

#### Points saillants

65. Les deux UGPP ont conclu toutes les conventions de partenariat avec six OPA correspondant aux filières retenues dans le cadre du programme (pommier, cerisier, prunier, viandes rouges, lait et apiculture pour Sefrou ; pommier, amandier, caroubier, noyer, viandes rouges et apiculture pour Azilal) faisant profiter 1 877 membres des OPA à Sefrou et 8 789 bénéficiaires à Azilal. Par contre, le partenariat institutionnel reste encore limité aux établissements ENAM, ODECO et ONSSA qui sont opérationnels. Les autres conventions sont en cours de finalisation

notamment avec l'ONCA, l'INRA et les ABH Sebou et Oum Errabiaa respectivement pour Sefrou et Azilal. La mission recommande l'élaboration d'un plan de travail ciblé avec l'ONCA tenant en considération les activités en aval du projet ainsi que la stratégie de sortie.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Convention de partenariat avec ONCA</b> Encadrer les agriculteurs pour la valorisation des différentes filières	DPA Azilal et Sefrou	[03] / [2018]	[Convenue]
<b>Convention de partenariat avec INRA</b> Accompagner le PDRZM pour la mise en place d'un programme recherche - développement	DPA Azilal et Sefrou	[03] / [2018]	[Convenue]
<b>Convention de partenariat avec ABH Sebou et Oum Errabiaa</b> Accompagner le programme pour les autorisations d'utilisation des ressources hydriques souterraines pour la valorisation des cultures et pour l'abreuvement du cheptel	DPA Azilal et Sefrou	[03] / [2018]	[Convenue]

## Capital Humain et Social, et autonomisation

Notation: 4

### Justification de la notation

66. Les dispositifs mis en place pour renforcer le capital humain et social, et autonomiser les bénéficiaires, sont **modérément satisfaisants**. Ils concernent, en plus de l'organisation professionnelle des bénéficiaires, les formations classiques et par apprentissage, les champs écoles, et les voyages d'échanges d'expériences. Cependant, à ce stade, il est encore précoce de connaître la portée de ces dispositifs, compte tenu des retards enregistrés dans l'exécution du PDRZM. Le travail collectif, le rôle et les responsabilités des membres des bureaux et des adhérents ne sont pas encore appropriés par tous.

### Points saillants

67. Le document de conception du PDRZM prévoit des mécanismes pour renforcer le capital humain et social afin d'assurer la durabilité des actions développées par le programme et d'autonomiser les bénéficiaires. La mission a constaté que la mobilisation sociale se limite, souvent, à des niveaux supérieurs des structures professionnelles: membres des bureaux des OPA porteuses ou des GIE. Or, la durabilité sociale et l'autonomisation s'appuient sur l'implication de l'ensemble des bénéficiaires à la base. Ce sont ces derniers qui assurent la durabilité des actions réalisées par le projet à travers une forte adhésion à leurs structures organisationnelles. Compte tenu que ce processus de renforcement des capacités et d'accompagnement est en cours, il est encore trop tôt pour pouvoir véritablement juger du développement humain et social. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que l'étude sur l'élaboration des plans de renforcement des capacités au profit des bénéficiaires et des OPA, n'a pas accordé une place pour analyser les capacités de gestion des OPA et les relations Bureaux OPA-adhérents. Il est donc nécessaire de continuer à accompagner les OPA par la formation et l'encadrement de proximité. Les UGPP devraient déployer plus d'efforts dans l'encadrement et l'accompagnement des OPA en favorisant une participation ascendante depuis la base, seule susceptible de garantir la durabilité des actions appuyées par le PDRZM.
68. Actuellement, de nombreuses OPA sont encore fragiles, fermées aux adhésions (le coût de la part sociale est élevée jusqu'à 20 000 DH dans certains cas). En effet, nombreuses sont les coopératives qui comptabilisent l'ensemble des subventions comme capital dans les parts sociales. Cette situation devra être discutée avec les membres des bureaux et avec l'ODCO pour les revoir à la baisse et permettre ainsi à de nouveaux bénéficiaires d'y adhérer. En plus, le rôle et les responsabilités des adhérents et des membres des bureaux ne sont pas bien clairs chez les OPA. Ces dernières ne connaissent pas bien les règles du travail collectif et de la gestion en coopérative (à quelques rares exceptions). Ces insuffisances devront être résolues car elles constituent des piliers du développement et de l'autonomisation des bénéficiaires et de leurs OPA.



69. La stratégie de développement humain et social repose aussi sur l'autonomisation financière. Dans ce sens, l'accompagnement dans la commercialisation des productions est primordial. Le projet a mis des mécanismes comme: (i) l'autonomisation des agriculteurs, éleveurs et apiculteurs formés et organisés en groupements, coopératives et associations d'élevage; (ii) l'appui de l'ANOC en tant qu'agrégateur de la filière ovine/caprine, de l'amont à l'aval; (iii) l'organisation et la participation aux expositions et des foires ; et (iv) le partenariat avec Tamwil Al Fellah (SFDA) pour le financement rural. Ce partenariat devra être concrétisé directement avec les OPA.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Adhésion des groupes vulnérables aux OPA :</b> Impliquer l'ODCO dans la révision des montants des parts sociales des OPA pour l'adhésion des pauvres (nouveaux bénéficiaires)	UGPP/ODCO	Février 2018	Proposée

#### Qualité de la participation des bénéficiaires

Notation: 4

#### Justification de la notation

70. La qualité de la participation des bénéficiaires est jugée **modérément satisfaisante**. En effet, l'approche du PDRZM se base sur le partenariat avec une OPA porteuse, ce qui garantit, en principe, la participation des bénéficiaires.

#### Points saillants

71. Des séances de sensibilisation et d'information à l'endroit des populations bénéficiaires ont été réalisées, principalement lors de l'élaboration des PPDF. Ces séances devaient se poursuivre au cours de la mise en œuvre. Or, le constat actuel est que le processus se poursuit, le plus souvent, avec les membres des bureaux des OPA. En plus, en dehors du manuel de procédures de l'ADA, il n'y a pas un guide ou un manuel de procédure<sup>14</sup> spécifique au programme pour préciser la démarche de l'implication des bénéficiaires. Les consultations et les requêtes des bénéficiaires issues de la mobilisation sociale ne sont pas documentées et archivées. Des efforts dans ce sens sont encore à déployer par l'UGPP et aussi par les membres des bureaux des OPA envers la totalité des bénéficiaires. Cependant, une majorité des OPA ne dispose pas de tous les outils pour faire participer les bénéficiaires à toutes les décisions.
72. La méthodologie de la consultation et l'implication des groupes cibles n'est pas clairement appropriée par tous. Par ailleurs, la mission a constaté que le niveau du savoir-faire des OPA dans l'implication de ses adhérents diffère d'une OPA à l'autre mais reste généralement faible. Celle-ci devra être renforcée davantage (ex. activités de plantations et greffage de caroubier à Azilal, plantations des pruniers à Sefrou). Par ailleurs, la mobilisation, l'implication et participation des bénéficiaires devront être généralisées et continues tout le long de la mise en œuvre des actions en plus d'une phase de consolidation après achèvement. Les sociologues avec l'appui des spécialistes devront élaborer les outils et les instruments qui permettent le suivi des performances des OPA dans cette activité. La base de données élaborée par l'UGPP d'Azilal est une excellente initiative, mais devra être alimentée au fur et à mesure, et les documents devront être archivés.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Suivi de la participation des bénéficiaires au niveau des OPA:</b> Elaborer des outils pour suivre la performance des OPA dans l'implication et participation des bénéficiaires	UGPP	Janvier 2018	Proposée
Mettre en place un système d'archivage pour les partenaires du programme, particulièrement les OPA	UGPP	Janvier 2018	Proposée

#### Réactivité des prestataires de service

Notation: 4

<sup>14</sup> En cours d'élaboration

### Justification de la notation

73. La réactivité des prestataires de service est **modérément satisfaisante**. La qualité des études réalisées et les délais de leur réalisation sont acceptables. Les prestations relatives aux plantations sont également de bonne qualité. Les actions des formations (filières animales) réalisées sont également d'une qualité satisfaisante, mais elles n'ont touché pour l'instant qu'un faible nombre de bénéficiaires. Les travaux de construction de 2 centres de collecte de lait sont à leur début (fondation) et leur qualité est globalement acceptable.

### Points saillants

74. Les réalisations se limitent essentiellement à l'élaboration de la quasi-totalité des études et l'exécution de certaines actions en amont des filières végétales/animales. A Azilal, les études techniques des pistes/PMH et celles architecturales (bâtiments, locaux,...) ont été confiées aux bureaux d'études et architectes mais elles accusent des retards importants. La qualité des livrables est globalement acceptable à l'exception des études des seuils de dérivation sur oueds (irrigation de PMH) qui nécessitent une reprise pour le renforcement de leur stabilité. Par contre à Sefrou, les études techniques de la PMH et des pistes sont confiées aux entreprises et intégrées dans les CPS des travaux. La qualité des travaux de bétonnage (1.5 km sur 2.2 km) de séguis et celle de la construction de 2 centres de collecte de lait (fondation) est globalement acceptable. Des améliorations de l'exécution des canaux ont été formulées par la mission. Les études réalisées (PPDF et études de faisabilité) sont d'une qualité satisfaisante. Les actions des formations (filières végétales et animales) réalisées ont été attribuées à des cabinets spécialisés et la qualité de ces formations est satisfaisante. La relation contractuelle avec l'ONUDI a occasionné des retards importants dans la mise en œuvre de la composante 2.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
"[Suivi des activités prises en charge par l'ANOC]" "[Assurer un suivi régulier des activités inscrites dans le cadre des conventions avec l'ANOC afin de garantir la qualité des prestations et le respect des délais]"	"[UGPP et AT zootechnicien]"		[Proposée]

### Environnement et gestion des ressources naturelles

**Notation: 4**

### Justification de la notation

75. La gestion des ressources naturelles est une dimension fondamentale du projet, appuyée par la création de nombreuses coopératives, champs-écoles, Associations d'usagers des eaux agricoles (AUEA) et l'identification d'Organisations de producteurs agricoles (OPA) pour porter les projets sur le terrain. La mobilisation efficace des communautés pour une meilleure gestion des ressources naturelles démontre la pertinence du projet et a permis d'atténuer les conséquences des retards de démarrage. La notation "**modérément satisfaisante**" est essentiellement due au succès des efforts consentis par l'ADA et les UGPP de Sefrou et Azilal dans la mobilisation des communautés pour améliorer la gestion des ressources naturelles localement, malgré les retards de démarrage.

### Stratégie de désengagement

**Notation: 4**

### Justification de la notation

76. Bien que la stratégie de désengagement du projet, comme prévue par le DCP, ne soit pas encore élaborée, l'ancrage du PDRZM dans les structures techniques pérennes de l'Administration (ADA, DRA, DPA) est de nature à faciliter la conception de cette stratégie qui doit impliquer tous les Opérateurs partenaires. C'est ainsi que cette stratégie a été jugée **modérément satisfaisante**.

### Points saillants

77. Dans la perspective du désengagement du programme, le PDRZM devra se concerter avec les autres partenaires institutionnels, et principalement l'ONCA, en vue de formaliser la stratégie de désengagement du programme, qui doit être accompagnée d'un plan d'actions, pour: (i) s'assurer que toutes les activités et contrats en cours soient achevés convenablement; (ii) pouvoir vérifier et effectuer les éventuels travaux correctifs nécessaires avant la remise définitive des infrastructures; (iii) réaliser les dernières mesures de renforcement des capacités des bénéficiaires appelées à gérer des investissements collectifs; (iv) effectuer les remises officielles des infrastructures et actifs du programme qui doivent rappeler les engagements de chaque partie prenante; (v) établir avec les organisations d'appui des conventions d'appui aux OPA et GIE promus par le programme pour consolider leur fonctionnalité; (vi) documenter avec précision toutes les activités menées et les résultats obtenus par le programme; et (vii) réaliser toutes les études de capitalisation et d'impact.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Stratégie de désengagement :</b> Elaborer un plan d'action pour le désengagement du programme	UGPP	Mai 2018	Convenue

### Potentialité de reproduction à grande échelle

**Notation: 5**

#### Justification de la notation

78. Les activités développées par le programme ont un grand potentiel de reproduction à grande échelle au Maroc. Celui-ci a été jugé **satisfaisant**. Le modèle de base de données développé à Azilal permettra de collecter de données permettant de documenter des éléments disposant de ce potentiel.

#### Points saillants

79. Les potentialités de reproduction, à une grande échelle, des actions du programme en matière des filières végétales concerneront essentiellement les spécifications techniques de sur-greffage du caroubier, le développement de la certification de produits biologiques pour la petite agriculture solidaire (pilier II du Plan Maroc Vert), la valorisation industrielle de la noix et le développement des énergies renouvelables dans les unités de valorisation. L'utilisation des stations de pompage solaire dans les points d'eau pour l'abreuvement du cheptel et dans certaines activités des UV en substitution de l'utilisation des énergies fossiles (gasoil, gaz) contribue à la protection de l'environnement et constitue une innovation.
80. Concernant les filières animales, les activités de renforcement de capacités des apiculteurs et des filles et fils d'apiculteurs à Sefrou, se déroulent dans un centre spécialisé de formation en apiculture. Les candidats sont pris en charge par le centre pendant la période de formation (9 jours) et bénéficient d'un cadre adéquat pour l'apprentissage (installations et outils pédagogiques adaptés, des supports opérationnels pour les travaux pratiques,...). Ce type de formation peut être reproduit à plus grande échelle afin d'en augmenter le nombre de bénéficiaires.

### iii. Gestion du Project

#### Qualité de la gestion du Projet

**Notation: 3**

#### Justification de la notation

81. La plupart des produits et effets attendus du programme, tels que définis dans le cadre logique du PDRZM, ne seront pas réalisés avant l'achèvement du programme compte tenu des retards enregistrés dans sa mise en œuvre. A date, le Comité de Pilotage du programme ne s'est pas encore réuni. L'appréciation de la mission sur la gestion du programme en conséquence **modérément insatisfaisante**.



## Points saillants

82. Bien que l'entrée en vigueur du PDRZM date de février 2015, le démarrage des activités sur le terrain est effectif depuis le début de l'année 2016 avec la mise en place des UGPP et de l'AT au sein des DPA d'Azilal et Sefrou. Le programme enregistre ainsi un retard d'une année dans sa mise en œuvre. Ce retard a été aggravé par : (i) l'absence jusqu'à mi-parcours d'un système de gestion comptable et financière adéquat, et d'un système de suivi-évaluation (SSE) qui conditionnent le décaissement des fonds FIDA conformément aux dispositions de l'accord de financement<sup>15</sup> ; (ii) les difficultés d'adaptations requises des lignes budgétaires (Morasse, COSTAB et PTBA) ; (iii) la signature tardive de la convention avec l'ONUDI, chargée de la mise en œuvre de la plupart des activités financées par le FEM ; et (iv) le suivi insuffisant du programme par le FIDA pendant les deux premières années de sa mise en œuvre. La première supervision du programme a été réalisée en novembre 2016 et le PDRZM a été classé "Projet à risque" au FIDA, suite au constat de cette supervision.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Adoption du nouveau COSTAB</b> Mettre en œuvre des actions faciles à fort impact pour la période restante d'exécution du programme.	DPA	[01] / [2018]	[Convenue]

## Gestion des connaissances

Notation: 4

### Justification de la notation

83. La gestion des connaissances est **modérément satisfaisante**. Le programme n'a pas encore élaboré une stratégie de gestion de connaissances. Il n'existe pas non plus un mécanisme au sein du programme, permettant de documenter et partager les cas de succès (*success stories*) et les leçons apprises pendant la mise en œuvre du PDRZM.

## Points saillants

84. La mission a constaté que l'ensemble d'activités de préparation permettant un démarrage effectif des réalisations des activités du programme (préparation de plans participatifs de développement des filières (PPDF) et de plans de formation (PDF)) est satisfaisant, offrant une visibilité sur la planification de l'ensemble des activités de développement et de renforcement des capacités des bénéficiaires au sein des filières retenues par le programme. Les innovations qui seront introduites au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme consistent en: (i) la constitution d'équipes métier pour fournir des prestations de service techniques aux agriculteurs, y compris dans le domaine de la maintenance des unités de valorisation (UV); (ii) l'introduction de l'instrument "champ école paysan", géré par les agriculteurs eux-mêmes; (iii) l'introduction de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène dans le domaine de la valorisation des produits; (iv) la labellisation de certains produits de terroir; (v) la réalisation d'études diverses sur l'efficacité énergétique des UV, de l'irrigation et du pompage solaire; (vi) la valorisation des sous-produits (production de briquettes pour la production d'énergie par les sous-produits de la noix et des olives); (vii) la gestion rationnelle des espaces sylvo-pastoraux.
85. Sur le plan de la communication, la DPA de Sefrou a organisé avec le concours des partenaires institutionnels une foire du 6 au 10 juillet 2017 dédiée aux rosacées et qui a permis de mieux communiquer autour du PDRZM.

## Coûts/bénéfices (Efficience)

Notation: 4

### Justification de la notation

<sup>15</sup> Le FIDA a accepté, en mai 2017, d'accorder la non-objection sur la version provisoire d'un système de gestion financière ce qui a permis de traiter les premières DRF du programme.

86. Bien que le programme enregistre des retards dans sa mise en œuvre, l'efficacité du programme est jugée **modérément satisfaisante**. Les investissements représentent un rapport qualité/prix satisfaisant. Le ratio B/C est de 1.2, ce qui est légèrement supérieur à 1.

#### Revue du rapport coûts/bénéfices (efficacité)

87. Certaines activités du PDRZM sont mises en œuvre avec de sérieux retards entre 2015 et 2016 (deux années de démarrage), ce qui s'est traduit par de très faibles taux d'engagement et de paiement et avait compromis le bon fonctionnement du programme. Mais l'assistance technique (AT) avait permis de rattraper ces retards notamment ceux relatifs aux infrastructures hydro-agricoles, pistes et plantations.
88. L'analyse financière et économique (AFE) est basée sur les mêmes modèles de production développés lors de la conception: onze modèles de productions arboricoles, cinq modèles de productions animales, et neuf modèles d'unités de valorisation. Les accroissements de marges nettes restent toujours plus importants en raison notamment de l'intensification de l'arboriculture et de l'amélioration des itinéraires techniques; et de la rentabilisation des infrastructures de valorisation et d'accès. Cependant, les marges bénéficiaires des producteurs sont relativement limitées par rapport aux prévisions de la conception à cause des retards du démarrage et de l'allongement des chaînes de valeur.
89. Le taux de rentabilité économique (TRE) du PDRZM ré-estimé est de **13,85%**, ce qui est largement supérieur au coût d'opportunité du capital (9%) mais inférieur à celui estimé lors de la conception du programme (**16,9%**). Ceci est dû principalement au retard dans la mise en œuvre du programme, et de l'accroissement des productivités agricoles et des AGR considérées dans l'analyse. Le ratio B/C est de 1.2, ce qui est légèrement supérieur à 1. Les estimations de la mission de conception ne prenaient pas en considération certaines contraintes dues aux actions du programme dans ces zones difficiles de montagne, d'aire spatiale très large puisque couvrant deux provinces connaissant des conditions difficiles de réalisation et d'exécution. Bien que l'AT ait permis de combler l'effectif limité du staff des deux DPA d'Azilal et de Sefrou, celle-ci a également subi un turnover non négligeable, ce qui a réduit son efficacité, surtout au début des années 2015 et 2016. Toutefois, cette AT a permis d'atteindre tant bien que mal les principaux objectifs du PDZRM.
90. Bien que le TRE soit inférieur à celui estimé à la conception, on peut le considérer comme satisfaisant car le programme intervient dans une zone montagneuse caractérisée par la précarité des conditions de vie et confrontée à des contraintes diverses, notamment l'enclavement, l'occurrence des années de sécheresse, et la variabilité des productivités. Par ailleurs, certains bénéfices n'ont pas été pris en compte dans l'analyse. Il s'agit notamment des bénéfices environnementaux, d'un meilleur accès aux marchés, de la réduction des coûts de transaction, et de l'amélioration des conditions de vie et de nutrition. Le TRE est d'un niveau acceptable par rapport aux variations des coûts/bénéfices et aux retards dans la réalisation des bénéfices de 1 à 3 ans. Partant de ces considérations, la mise en œuvre du programme est plutôt efficace et les investissements représentent un rapport qualité/prix satisfaisant.

#### Cohérence entre le PTBA et l'exécution

Notation: 3

#### Justification de la notation

91. Les actions mises en œuvre sont cohérentes avec le PTBA en termes de consistance. Toutefois, l'échéancier d'exécution physique et financière des activités enregistre beaucoup de retard. Malgré les progrès impressionnants réalisés en 2017, les réalisations physiques cumulées du PDRZM sont modestes à mi-parcours de la mise en œuvre du programme, et les taux de décaissement sont très bas. Certains des retards enregistrés peuvent être rattrapés avec le temps pour achever les actions concernées avant l'achèvement du programme. Globalement, la cohérence entre le PTBA et son exécution est **modérément insatisfaisante**.

#### Revue du PTBA

92. En matière des filières végétales, les réalisations physiques sont acceptables d'une manière globale avec une différenciation d'avancement selon les types d'actions. Pour les filières animales, la grande partie des activités prévues dans le PTBA 2017 n'ont pas été exécutées. A un mois de la fin de l'année 2017, le niveau de réalisation du PTBA était de l'ordre de 17% (ce taux pourrait atteindre au maximum 25% à la fin de l'année 2017). Les réalisations physiques prévues ont donc accusé un retard important dans leur mise en œuvre. Ce retard est lié, entre autre, au temps de préparation assez long de ces activités (Elaboration des DAO, Négociation et accord avec les partenaires, préparation des bénéficiaires,...). Ce temps de préparation n'est souvent pas pris en compte par les UGPP lors de l'élaboration du PTBA.
93. Les actions relatives aux infrastructures transversales, retenues par le PTBA 2017, ont été exécutées à différents niveaux : (i) les études techniques des aménagements de la PMH et des pistes ont été réalisées à 100% par rapport aux prévisions du PTBA pour les deux régions. Par contre l'étude des ressources en eau et celle d'aménagement du bassin versant de l'oued Slilou (région de Sefrou) ont démarré avec un retard (fin octobre) ; et (ii) les réalisations physiques n'ont démarré qu'à Sefrou et ont porté uniquement sur la réalisation de 18% de bétonnage de séguis (PMH) par rapport aux prévisions du PTBA. Huit marchés de la PMH ont été engagés (4 à Sefrou et 4 à Azilal) et un marché de pistes (à Sefrou). Les faibles taux des réalisations physiques sont dus au retard enregistré dans l'élaboration des études techniques par les bureaux d'études.
94. Le PTBA 2017 a souffert considérablement des malentendus entre l'ADA et l'ONUDI quant aux activités spécifiques et au mode de mise en œuvre de la Composante 2. Dans la version du PTBA révisée en juillet 2017, les activités de la Composante 2 ont été inégalement intégrées: pour Sefrou, les activités prévues de l'ONUDI ne sont pas présentées; pour Azilal, elles sont présentées en détail conformément au Costab, sans référence à la proposition méthodologique de l'ONUDI; pour la composante de l'ADA, l'ensemble des activités de l'ONUDI est résumée en une seule ligne budgétaire (i.e. "assistance technique"). Il est regrettable que la préparation du PTBA 2017 n'ait pas offert à l'UGPP et l'ONUDI l'occasion de planifier conjointement la mise en œuvre du programme. Les activités réalisées dans le cadre de la Composante 2 l'ont été entièrement par les UGPP. Pour pallier aux retards de mise en œuvre du volet ONUDI, les UGPP ont dû prendre à leur charge, certaines des activités de l'ONUDI, les plus critiques pour la mise en œuvre du programme, notamment les études liées à l'approvisionnement en énergie pour l'établissement d'unités de valorisation. En général pour la composante 2, les réalisations physiques comme les décaissements sont considérablement inférieurs aux attentes. Toutefois, le rapprochement acté entre l'ADA et l'ONUDI en 2017 ouvre la voie à une planification conjointe mieux intégrée pour 2018 et une accélération de la mise en œuvre.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>"[Préparation d'un PTBA réaliste]"</b> "[Lors de l'élaboration des PTBA, les UGPP doivent tenir compte du temps de préparation avant l'exécution effective de l'activité, afin d'établir des prévisions réalistes]"	"[UGPP]"	[01] / [2018]	[Proposée]
<b>"[Raccourcissement du temps de préparation des activités]"</b> "[Les UGPP doivent limiter au maximum les délais de préparation des activités afin d'éviter des décalages importants entre le PTBA et la mise en œuvre des activités]"	"[UGPP]"	[01] / [2018]	[Proposée]
<b>Planning de la mise en œuvre du PTBA</b> "[Elaborer, pour chaque action importante, un planning de mise en œuvre allant de la passation des marchés jusqu'à la réception des travaux.]"	"[UGPP]"	[Janvier]/ [2018]	[Proposée]

## Performance du Système de S&E

Notation: 4

### Justification de la notation

95. Depuis la dernière mission de supervision, des avancées importantes ont été réalisées conformément aux différentes recommandations des missions de supervision et d'appui. A titre indicatif, les indicateurs du cadre logique ont été mis à jour, et l'étude de référence est en cours. Le SSE est ainsi jugé **modérément satisfaisant**.

## Revue du système de S&E

96. L'ADA a confié le système de suivi-évaluation (SSE) au bureau d'études "Optimgov" qui a élaboré avec l'appui de l'UCCP et les deux UGPP une application numérique permettant de répondre aux attentes des 2 UGPP en matière de suivi physique et financier du programme depuis le 15 mars 2017. Ce système, partagé avec tous les utilisateurs, demeure encore non réceptionné définitivement. Toutefois, le système a fait l'objet d'une non-objection du FIDA (en mai 2017) pour tester sa version provisoire sur le terrain et l'optimiser au fur et à mesure. Cette flexibilité a permis de débloquent les décaissements.
97. Depuis la dernière mission de supervision, une attention particulière a été donnée au suivi-évaluation du programme. Deux consultants ont été mobilisés par le FIDA pour l'appui de l'UCCP et des UGPP aux fins de l'amélioration des conditions de suivi des aspects financiers et de la mise à jour des indicateurs du cadre logique ainsi que de l'appui au lancement de l'étude de référence. L'application numérique développée par l'ADA avec l'appui du prestataire OPTIMGOV a été améliorée grâce aux différents échanges avec les consultants, le FIDA et les multiples séances de travail des UGPP. Elle a été adaptée aux besoins spécifiques de chacune des UGPP. Par ailleurs des séances de formation pour l'utilisation de cette application ont été dispensées aux différents utilisateurs potentiels. S'agissant de la coordination des activités de suivi physique et financier par composante du projet, l'ADA a confié cette activité à GLOTEMAR pour ce qui est de la composante 1 et NOVEC pour la composante concernant le projet IPAC-MAM. La mission recommande, dans l'attente des résultats de l'enquête de référence, de renseigner cette application en se basant essentiellement sur: (i) la base de données élaborée lors de la conception du programme; (ii) les fiches de projets identifiés dans le cadre de l'adoption de l'approche pilier II du Plan Maroc Vert; et (iii) les résultats du RGA (recensement général de l'agriculture) 2014. Par ailleurs, les indicateurs du cadre logique ont été mis à jour conformément aux nouvelles dispositions du système ORMS. La mission recommande plus d'engagement des responsables suivi évaluation des UGPP et de l'AT dans le processus de suivi, en particulier, dans le renseignement des indicateurs du programme.
98. Les deux équipes de l'AT à Sefrou et à Azilal ont montré une proactivité et une capacité importante à s'adapter à la réalité du terrain en mettant en place des systèmes d'information et de suivi sur la base d'une plateforme ACCES. La mission a constaté que les bases de données, qui ont fait objet de deux présentations, par les UGPP permettent de faire un suivi efficace des activités et de piloter les marchés engagés tout en assurant le téléchargement et le stockage des pièces comptables et documents clefs en format numérique. Les systèmes intègrent également un module qui permet de stocker des données géo-localisées, ce qui permettra ainsi de dialoguer avec les systèmes et les logiciels d'information géographique (SIG).

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Opérationnalisation du SSE</b> Achever toutes les formations et tests d'essai et de calibrage pour permettre un suivi rigoureux des activités du projet.	UCCP/UGPP	[01] / [2018]	Convenue

## Exigences du SECAP<sup>16</sup>

**Notation: 5**

### Justification de la notation

99. Aucun impact imprévu n'a été identifié durant la mission et la catégorisation du projet (Catégorie B) reste valide. Les exigences du SECAP sont jugées **satisfaisantes**.

### Revue du SECAP

<sup>16</sup> Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)

100. Le projet a fait l'objet d'une Étude d'impact environnemental et social en 2013. Cette étude a été réalisée avant la finalisation de la conception du projet. Toutefois, les conclusions générales quant aux impacts attendus et mesures d'atténuation recommandées restent pertinentes et généralement respectées dans le cadre des procédures adoptées par les UGPP.

#### iv. Gestion et Exécution financière

##### Taux de Décaissement

##### Taux de Décaissement Acceptable

Notation: 2

##### Justification de la notation

101. Le projet connaît un faible taux de décaissement faible de 5% des fonds alloués par le FIDA. Un décalage de 8% persiste entre le décaissement réel effectué sur les fonds du gouvernement et les demandes de remboursements soumises au FIDA.

##### Points saillants

102. A la date du 22/11/2017, le taux de décaissement à partir des fonds mis à disposition par le FIDA des différents instruments de financement à savoir le prêt FIDA, le don ASAP et le don FEM a atteint respectivement **5%, 1% et 11%**. En dépit des améliorations notées dans l'implémentation des activités sur le plan physique et financier, ce taux est jugé **hautement insatisfaisant** selon les règles établies par le FIDA. Les améliorations notées couvrent à la fois la qualité des DRF/Relevés de dépenses soumises, la régularité de leur préparation et soumission à l'ADA pour consolidation. Au cours de 2017, l'UCCP a soumis au FIDA 8 DRF pour un montant total de USD 1,820,728 contre un taux de décaissement nul au cours de 2016, ce qui montre l'effort considérable des intervenants dans le programme pour améliorer le niveau de décaissement.
103. Les procédures de transmission et de traitement des demandes de remboursement affectent considérablement les décaissements sur les fonds du prêt FIDA et le don ASAP et créent actuellement une déviation de 9% entre les fonds réellement décaissés sur le Trésor Public Marocain et ceux remboursés par le FIDA. En effet, à la date de la mission, le taux d'engagement sur les fonds du Trésor Public Marocain s'élève actuellement à 15% ; ce qui représente 45% du taux cible établi par les règles du FIDA.
104. La revue par la mission des états certifiés de dépenses confirme la bonne tenue de ces derniers. Les justificatifs sont disponibles.
105. La mission a noté que l'UGPP de Sefrou communique de manière mensuelle fréquente et régulière les relevés de dépenses à l'UCCP, alors que l'UGPP d'Azilal soumet les relevés de dépenses en fonction des montants atteints sans un seuil préétabli. *La mission recommande que les deux UGPP soumettent de manière mensuelle systématique, indépendamment du montant, les relevés des dépenses. Ceci permettra à l'UCCP de préparer les DRF trimestriellement et les soumettre selon cette même fréquence au FIDA.*

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Envoi régulier des DRF</b> Activer et maintenir une fréquence régulière d'envoi des DRF.	UCCP, UGPP	Continue	Convenue

##### Aspects Fiduciaires

##### Qualité de la gestion financière

Notation: 4



## Justification de la notation

106. En dépit des améliorations tangibles constatées depuis les dernières missions, certaines actions majeures restent à implémenter afin d'asseoir une bonne gouvernance et maîtrise des flux financiers et de la remontée d'informations financières et non financières de qualité: (i) Stabilisation des équipes fiduciaires et renforcement des capacités et du savoir ; (ii) Finalisation et mise en place du système d'information qui permettra la dématérialisation des flux d'informations; (iii) Soumission **mensuelle**, par l'UGPP, de manière régulière et systématique des relevés de dépenses à l'UCPP et **trimestrielle** au FIDA ; et (iv) Préparation de manière fréquente et systématique des états financiers consolidés du programme et leur soumission de manière trimestrielle au FIDA.

## Points saillants

107. Dans chacune des deux provinces, la gestion financière du programme est suivie conjointement par le personnel affecté par l'AT et les cadres de la DPA. Au niveau d'Azilal, le chef de bureau de la gestion financière du PDRZM (agent DPA dédié à 100% au programme) dispose d'une expérience antérieure dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale entre 1999 et 2006 ; il est appuyé par un comptable du Bureau assurant l'AT. Au niveau de Sefrou, l'AT compte un agroéconomiste et un comptable ainsi que le cadre DPA chargé du suivi financier et mis à la disposition du programme depuis février 2016. La mission constate un nouveau changement dans le personnel de gestion financière et comptable de l'AT de Sefrou et *recommande de veiller à la stabilisation du personnel dans un souci de continuité et suivi des activités.*
108. Le Service support de la DPA, gestionnaire du système de comptabilité générale publique GID (Gestion intégrée de la dépense) prend en charge la saisie d'engagements des crédits et de paiement des dépenses sur le système.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Logiciel de gestion financière</b> Opérationnaliser le logiciel de gestion financière et de suivi-évaluation.	UCCP	31/12/2017	Convenue
<b>Formation en gestion financière</b> Organiser une formation pratique en gestion financière.	UCCP	30/03/2018	Convenue
<b>Rapports de suivi financier</b> Communiquer les rapports de suivi financier et les états financiers consolidés du programme selon la fréquence et les délais prévus.	UCCP	Continue	Convenue

## Qualité et ponctualité des audits

Notation: 5

## Justification de la notation

109. Le rapport d'audit pour l'exercice 2016 a été soumis dans les délais impartis. L'opinion des auditeurs de l'IGF a été un refus de certification en l'absence d'états financiers consolidés préparés par l'agence d'exécution. Les travaux des auditeurs sont conformes aux normes internationales d'audit et aux règles du FIDA en la matière.

## Points saillants

110. Le risque fiduciaire lié à l'audit des états financiers a été reconsidéré comme étant un risque élevé et des actions correctives à mettre en place par l'agence d'exécution. Dans ce contexte, *la mission recommande que les états financiers annuels consolidés non audités pour l'exercice 2017 soient soumis au FIDA au plus tard le 31 janvier 2018. Aussi l'agence d'exécution doit soumettre au FIDA des états financiers trimestriels au plus tard 30 jours après la fin du trimestre et ce à partir de la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2018.*

## Fonds de Contrepartie

Notation: 3

## Justification de la notation

111. La contribution est jugée moyennement satisfaisante eu égard aux activités et paiements engagés. Les crédits de paiement budgétisés au titre de l'exercice 2017 représentent uniquement 47 millions MAD à l'UGPP d'Azilal et 19 millions MAD dans la province de Sefrou, soit respectivement 52% et 65% du montant prévu au PTBA.

#### Points saillants

112. La contrepartie constitue la contribution du gouvernement au financement du programme et porte sur le paiement des taxes et une quote-part des frais généraux supportés par la DPA tel que la mise à disposition des locaux, la prise en charge des salaires du personnel affecté au projet, les frais de fonctionnement (véhicules, carburants, déplacements).
113. La contribution du gouvernement est établie, de manière globale et selon le plan de décaissement, sur un support manuel en dehors du système de gestion financière. Le suivi de cette même contribution par catégorie de dépenses et par composante est établi sur des fichiers extracomptables. *La mission recommande que le suivi de la contribution financière du gouvernement, y compris les frais de fonctionnement, et par catégorie et composante, soit effectué par le responsable financier.*

#### Respects des dispositions des accords de financement

**Notation: 3**

#### Justification de la notation

114. Les principales dispositions de l'accord de financement ont été respectées excepté celles relatives (i) à l'implémentation d'un logiciel intégré de gestion financière (en cours de finalisation) et de suivi et évaluation, (ii) la mise en place d'un comité central de pilotage, (iii) la mise en place d'un manuel d'exécution, et (iv) la communication au FIDA des rapports financiers consolidés trimestriels.

#### Points saillants

115. La mission constate qu'un certain nombre de dispositions de l'accord de financement, déjà relevées lors de la précédente supervision, ne sont toujours pas encore respectés, à savoir:
- Le logiciel intégré de gestion financière et de suivi et évaluation du programme n'est pas encore opérationnel. Le déploiement de ce logiciel est prévu pour fin décembre 2017 et que l'ensemble du PTBA et les activités conséquentes à la passation de marches, la comptabilité et le reporting financier ainsi que le suivi et évaluation opérationnels pour l'exercice 2018 seront supportés par le système d'information.
  - Le Comité national de pilotage (CNP) : Le CNP ne s'est pas réuni depuis le démarrage du Programme. La première réunion du CNP, attendue au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017, n'a pas eu lieu car toutes les structures de mise en œuvre du programme n'étaient pas encore en place. Cette réunion a été reprogrammée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2017. La mission a pris connaissance que l'invitation est déjà lancée.
  - Le Manuel d'exécution du programme n'est pas encore finalisé. Les termes de référence ont été transmis par l'ADA pour avis au FIDA au cours du mois d'avril 2017. L'ANO a été accordé et selon les prévisions, le manuel sera finalisé avant mi-décembre 2017. La mission recommande que les AT jouent un rôle central dans la revue de ce manuel pour capitaliser sur l'expérience de plusieurs mois de terrain.
  - Les rapports financiers intérimaires ne sont pas communiqués au FIDA selon la fréquence et le modèle préconisé.

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Réunions CNP</b> Réunir le CNP et veiller à l'organisation des réunions de coordination trimestrielle	UCCP	Continue	Convenue
<b>Manuel d'exécution</b> Finaliser et réceptionner (sur ANO du FIDA) le Manuel d'exécution du programme.	UCCP	31/12/2017	Convenue

## Revue de la passation des marchés

### Passation des marchés

Notation: 5

#### Justification de la notation

116. La performance des 2 UGPP des sous-programmes de Séfrou et d'Azilal a été jugée **satisfaisante**. En effet, la passation de marchés est entreprise en vertu de la réglementation marocaine régissant les marchés publics. Au niveau de chaque DPA, un spécialiste en passation de marchés-membre de l'équipe d'experts de l'Assistance Technique-fournit l'appui et le conseil nécessaires à l'UGPP. Mis à part les quelques lacunes soulevées ci-après par la revue d'un échantillon de contrats, les procédures de passation de marchés suivies ont globalement permis une concurrence suffisante et des prix raisonnables, et les méthodes utilisées pour l'évaluation des offres et les attributions des marchés sont objectives et communiquées à tous les concurrents dans le dossier d'appel d'offres.

#### Revue de la passation des marchés

117. La mission a procédé à l'examen d'un échantillon de : (1) Azilal : 10 marchés d'un montant total de 23.8 MDH TTC, et (2) Séfrou : 10 marchés d'un montant total de 11.8 MDH TTC (soit environ 51% des engagements sur marchés/bons de commandes sujets à examen à posteriori passés en 2017 à Azilal et 81% à Séfrou). Les objectifs de la revue sont: (i) d'évaluer la conformité des procédures de passation des marchés avec les dispositions de l'Accord de Financement et leur adéquation avec les règles applicables, et plus généralement, le respect des principes fondamentaux de transparence, d'équité, d'économie et d'efficacité; (ii) de vérifier que les investissements sont bien utilisés en accord avec les objectifs du projet; (iii) d'évaluer les performances des 2 UGPP dans la conduite de la passation des marchés; et (iv) de faire des recommandations en vue d'améliorer les procédures de passation des marchés.
118. La revue a révélé que : i) pour les marchés allotis, l'ouverture, l'examen et l'attribution se fait lot par lot dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres. Chaque concurrent ne peut bénéficier que d'un seul lot, ii) les UGPP ne tiennent pas des documents d'appels d'offres (CPS et RC<sup>17</sup>) types; iii) pour certains marchés engagés, les prestations ont été suspendues à la demande du maître d'ouvrage quelques jours après l'établissement des ordres de services, et ce, en raison de période non propice. Cette pratique a tendance à entraîner, au niveau des offres financières des concurrents, des surcoûts sans contreparties évidentes et qui sont finalement répercutés-directement ou indirectement-sur le coût du marché, iv) peu de bureaux d'études soumissionnent à certains marchés d'études lancés par la DPA de Séfrou ; et v) la DPA de Séfrou a écarté un concurrent en raison de conflit d'intérêt.
119. Plan de passation de marchés et registre des contrats. La mission a passé en revue le plan de passation de marchés (PPM) et le registre de contrats de 2017 tenus par chaque UGPP. La mission note avec satisfaction que les 2 UGPP ont mis en place la recommandation de la dernière mission de tenir un nouveau modèle de PPM qui sert d'outil de suivi des deux sous-projets. Les registres et les PPM sont mis à jour jusqu'en décembre 2017.
120. Recommandations. Pour améliorer davantage la gestion de la passation des marchés, la mission invite les UGPP d'Azilal et de Séfrou à mettre en œuvre les recommandations énoncées dans le tableau ci-dessous :

Actions	Responsabilité	Date butoir	Statut
<b>Dossiers Types</b> Soumettre au FIDA pour approbation des CPS et RC pour Etudes, Biens et Travaux et un document de Consultation Architecturale, ensuite les utiliser comme documents types d'appel d'Offres pour le reste du programme	UGPP Azilal	12/2017	Convenue

<sup>17</sup> CPS : Cahiers des Prescriptions Spéciales ; RC : Règlement de Consultation



<b>Planification de la passation des marchés</b> Tenir compte, lors de la planification de lancement des appels d'offres, des conditions propices d'exécution des marchés et ce, pour éviter de suspendre les marchés peu de temps après l'établissement des ordres de services de commencement.	2 UGPP	Continu	Convenue
<b>Critères de qualification</b> S'assurer que les critères de qualification et conditions de participation établis dans les CPS et RC ne sont pas trop restrictives.	UGPP Séfrou	Continu	Convenue
<b>Registres de contrats</b> Soumettre mensuellement le Registre de contrats/marchés au FIDA comme requis par la Lettre à l'Emprunteur	UGPP	Mensuellement	Convenue

## v. Key SIS Indicators

### # 1: Note globale de performance du projet / Overall implementation performance

**Rating: auto-calculated**

*In the system, the two Key SIS Indicators will provide a suggested auto-calculated score taking into account all scores from the sub-indicators. If a different rating other than the suggested auto-calculated will be attributed it is mandatory to up-load evidence in the system to justify deviations from the auto-calculated score.*

### # 2: Probabilité de réalisation des objectifs de developement /Likelihood of achieving the development objective

**Rating: auto-calculated**

*In the system, the two Key SIS Indicators will provide a suggested auto-calculated score taking into account all scores from the sub-indicators. If a different rating other than the suggested auto-calculated will be attributed it is mandatory to up-load evidence in the system to justify deviations from the auto-calculated score.*

## vi. Additional Aspects MoU between ADA and UNIDO

*An important aspects is the working modalities between ADA and UNIDO for the implementation of the GEF component. This particular aspects was discussed with the project and with ADA in particular. ADA is reviewing the MOU with UNIDO to make it more precise and to link the deliverable to the payment schedule. IFAD advised to review this also in view of the IFAD and Government FA that covers the GEF funding and requested ADA to submit the draft for review prior to its finalisation and signature with UNIDO. The new draft should also reflect all changes that were accommodate at MTR..*

## E. Pertinence

### Pertinence

**Notation: 5**

### Justification de la notation

121. La pertinence du programme est **satisfaisante**. Le PDRZM est aligné avec les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales et ce à travers le Pilier II du PMV<sup>18</sup>, la Stratégie 2020 de développement rural, l'INDH, et le Programme de Priorités Sociales. Elle est en cohérence également avec les orientations de la politique gouvernementale en matière de réduction des déséquilibres régionaux, notamment au profit des zones montagneuses telles que celles du PDZRM, qui sont considérées parmi les régions les plus pauvres du pays.

### Points saillants

<sup>18</sup> Notamment en matière d'approche «filiales», basée sur l'intégration verticale de l'amont à l'aval et mettant l'accent sur les maillons les plus sensibles des chaînes de valeur.

122. Le PDRZM est cohérent avec la stratégie du FIDA pour le Maroc qui a retenu les zones de montagnes comme zones d'intervention prioritaires dans le cadre d'une vision programmatique du développement des zones marginales. L'interrelation des actions de développement et valorisation des filières agricoles avec les actions d'infrastructures hydro-agricoles et la gestion de ressources naturelles (GRN) initiées par le programme a renforcé la pertinence du programme pour répondre aux besoins prioritaires des populations rurales du programme. De même, la conception du PDRZM est pertinente en termes de prise en compte des organisations professionnelles comme principaux acteurs à l'instar de ce que le PMV et l'INDH considèrent l'organisation des populations comme préalables à la mise en œuvre des projets.
123. Les actions prévues par le PDRZM pour le développement des filières arboricoles et animales permettront d'améliorer durablement les revenus des bénéficiaires. Le programme permet d'améliorer sensiblement l'offre par le développement et la valorisation des filières arboricoles et animales tant à l'amont et à l'aval pour répondre à la demande importante au niveau régional, national, voire international. Mais l'offre du PDRZM ne pourra satisfaire que partiellement cette importante demande ; ce qui permettrait d'écouler toutes les productions du programme et inciterait d'autres opérateurs des filières arboricoles et animales à investir dans des productions offrant des opportunités et des avantages compétitifs (produits de terroirs, apiculture, PAM, arboriculture...). De même, la durabilité est assurée grâce aux rentabilités financières et économiques dégagées au niveau des différents modèles de production et d'exploitation ; ce qui permettrait à terme d'assurer la durabilité financière et économique du programme.
124. Pour les filières animales (élevage et apiculture), les zones ciblées par le PDRZM sont, dans l'ensemble, des communes très pauvres situées dans des localités éloignées, difficiles d'accès et vulnérables, qui abritent une population très précaire. De plus, ces zones sont les plus touchées par les CC (sécheresse, inondation,...). L'acquisition de tondeuses prévue dans le DCP semble peu pertinente dans le contexte local d'Azilal. En effet, la mission a constaté que les parcelles utilisées pour la production de fourrage sont souvent de très petites parcelles dont la mécanisation du fauchage n'apportera pas une valeur ajoutée. Il convient donc de redéployer le budget prévu pour cette action vers une activité plus pertinente.
125. Les infrastructures et les aménagements hydroagricoles constituent des actions pertinentes. En effet, les aménagements de la PMH contribuent à améliorer l'efficacité de l'irrigation et par conséquent à accroître la production agricole. De même, les pistes aménagées permettront de réduire les frais de transport des produits agricoles. La durabilité de ces actions dépendra essentiellement du niveau de la prise en charge de leur gestion/exploitation par les bénéficiaires.
126. S'agissant de la Composante 2, certaines activités prévues dans le cadre du mandat de l'ONUDI ont perdu de leur utilité en raison des retards de démarrage du contrat de l'ONUDI. Il s'agit notamment de certaines études environnementales ou énergétiques préalables à l'établissement des Unités de valorisation des produits agricoles. Afin d'éviter que le démarrage tardif du contrat ONUDI n'entraîne des retards généralisés sur l'ensemble du programme, les UGPP ont inclus ces éléments dans les études de faisabilité réalisées. Le plan de travail révisé de l'ONUDI a annulé ou modifié ces activités.

## F. Modification du Projet

Modifications	
Réallocation entre les catégories de dépenses	Yes <input type="checkbox"/>
La comparaison entre les allocations initiales et nouvelles a connu une augmentation de près de 63% pour la catégorie I, et des diminutions respectives de 23% pour la catégorie IV, 11% pour la catégorie II et 6% pour la catégorie III. Ce qui fait une augmentation globale de près de 3%. Les actions prévues pour 2018/2019 ont été retenues pour s'adapter aux contraintes du cadre budgétaire. Le FIDA devrait financer l'essentiel des activités de la composante 1 alors que le GEF	

financera la composante 2. Les activités retenues sont des actions physiques à fort impact sur les bénéficiaires et dont la réalisation est rapide. Par ailleurs, les investissements dont les études et l'assistance technique ont déjà été réalisées seront prioritaires (voir annexe 3 de l'appendice 4 pour plus de détails).								
<b>Extension of Project Completion Date</b>						<b>Yes</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Possible extension of the project was discussed at the wrap up meeting – the main argument is the significant delay and the initially short duration of this project. 5 years for a complex and large funding with 4 partners and covering two distinct project areas is quite limited to achieve the full range of results. Also some plantation works in particular would require at least 2 years to be fully implemented and monitored. An extension is therefore likely to be requested by the Government of Morocco.								
<b>Logical framework</b>						<b>Yes</b>	<input type="checkbox"/>	
NA								
<b>Additional financing</b>						<b>Yes</b>	<input type="checkbox"/>	
NA								
<b>Project area</b>						<b>Yes</b>	<input type="checkbox"/>	
NA								
<b>Cancellation</b>				<b>full</b>	<input type="checkbox"/>	<b>partial</b>	<input type="checkbox"/>	
NA								
<b>Environmental and social category (SECAP)</b>		new:	<b>A</b>	<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>C</b>	<input type="checkbox"/>
<i>If yes, mandatory section, strictly observe max. 800 characters with spaces</i> <i>Justification: Describe reasons for changing to a new environmental and social category.</i>								
<b>Climate Risk Classification (SECAP)</b>		new:	<b>High</b>	<input type="checkbox"/>	<b>medium</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>low</b>	<input type="checkbox"/>
<i>If yes, mandatory section, strictly observe max. 800 characters with spaces</i> <i>Justification: Describe reasons for changing to a new climate risk classification.</i>								
<b>Other Modification nr.1</b>								
NA								
<b>Other Modification nr.2</b>								
NA								

## G. Leçons apprises

**De l'importance d'assurer la pleine intégration des financements supplémentaires dans les projets :**

**Applicability** *choose one option:*

Project	<input type="checkbox"/>	Country	<input checked="" type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	--------------------------	---------	-------------------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

La Composante 2 est financée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF) sous la forme du projet IPAC-MAM (Accroître la productivité et les capacités d'adaptation dans les zones de montagne du Maroc). Le financement FEM s'est greffé au PDRZM à la fin de sa phase initiale de conception, et se présente comme un projet autonome. L'engagement de contractualiser l'ONUDI

pour l'assistance technique de la composante 2 a de plus imposé un mécanisme de mise en œuvre distinct, dont les conséquences ont été aggravées par des malentendus persistants entre le FIDA, l'UCCP/ADA et l'ONUDI, comme en témoigne le rapport méthodologique de l'ONUDI (novembre 2016) qui proposait de nombreuses activités redondantes et/ou hors de la zone du projet. Cette déconnexion entre les composantes du programme et entre les partenaires de mise en œuvre explique en grande partie les retards d'exécution de la Composante 2. Les problèmes qui ont affecté le PDRZM illustrent de façon convaincante l'importance d'une pleine intégration des financements supplémentaires (environnement/climat) dans le cadre général du projet et ce, dès sa conception. Cette intégration doit être reflétée dans le cadre logique, le PIM<sup>19</sup> et les PTBA du projet, mais également par l'établissement d'une structure de supervision et de mise en œuvre unifiée.

**Elaboration des PPDF : une activité à réaliser par les acteurs de mise en œuvre du programme (DPA/UGPP, assistance technique) en lieu et place des prestataires de service :**

Applicability *choose one option:*

Project	<input checked="" type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	-------------------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

L'expérience du PDRZM a montré que la finalité de cette activité n'est pas seulement d'élaborer un bon plan de développement pour la filière mais aussi d'instaurer la confiance et un dialogue continu entre les deux parties (projet et acteurs de la filière). Ce dialogue devra permettre aux deux parties de respecter les engagements du plan validé qui répond d'une part aux attentes des bénéficiaires mais aussi aux exigences du programme (ciblage, intégration du genre, nombre minimum de bénéficiaires, le respect d'une gestion transparente et équitable, etc.). Par ailleurs, le fait que les personnes ressources qui élaborent et font valider ces plans ne sont pas les mêmes que celles qui les mettent en œuvre, peut induire un risque dans le changement des messages ; ce qui impacte le processus et parfois l'appropriation du plan par l'ensemble des bénéficiaires. En plus, le fait de réaliser les PPDF par les équipes de l'AT/UGPP pourrait faire gagner beaucoup de temps puisque les actions de base peuvent démarrer parallèlement à la validation des plans.

**Revue des délais des actions préparatoires en vue d'accélérer le démarrage des activités dans les projets:**

Applicability *choose one option:*

Project	<input type="checkbox"/>	Country	<input checked="" type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	--------------------------	---------	-------------------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

La préparation de la mise en œuvre des activités des projets comme le PDRZM (Elaboration du PPDF, négociation et signature des partenariats, identification et préparation des bénéficiaires,...) est une phase qui consomme généralement un temps significatif par rapport à la durée de l'exécution globale du projet, ce qui pénalise l'avancement des activités physiques durant les premières années. Pour les futurs projets au Maroc, il serait pertinent de prévoir dès la conception, un délai bien précis qu'il ne faut pas dépasser, en prenant en considération la durée effective de leur mise en œuvre.

**Nécessité de la conception du CPS de sur-greffage du caroubier :**

Applicability *choose one option:*

Project	<input checked="" type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	-------------------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

L'expérience du PDRZM a montré que le sur-greffage du caroubier constitue une innovation du projet au niveau de la province d'Azilal. Cette opération peut être ainsi effectuée conformément à des spécifications techniques qui s'appuient sur des règles scientifiques. Il y a donc nécessité de concevoir un Cahier de Prescription Spéciales (CPS) pour la réalisation des opérations de sur-greffage du caroubier. Ce CPS type pourrait profiter à d'autres zones montagneuses du pays présentant des conditions similaires pour le caroubier.

**Développement de l'agriculture biologique : une opportunité pour augmenter les revenus des petits agriculteurs**

<sup>19</sup> Project Implementation Manual (Manuel d'Exécution du Projet)

**Applicability** *choose one option:*

Project	<input checked="" type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	-------------------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

Traditionnellement, l'agriculture biologique est consacrée essentiellement aux agriculteurs individuels privés. Le développement de ce système de production, générateur d'importants revenus, pourrait être étendu aux petits agriculteurs structurés en OPA au niveau des périmètres et bassins de production appuyés par le PDRZM. Ceci constituera une importante innovation à divulguer au niveau des zones similaires pour l'agriculture solidaire.

**UV noix : une source potentielle de revenus pour les petits producteurs organisés en OPA**

**Applicability** *choose one option:*

Project	<input checked="" type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	-------------------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

La vente des noix (*Judlans regia*), par les petits agriculteurs des zones montagneuses, se fait généralement par pièce. Les intermédiaires acheteurs de cette spéculation s'occupent de son concassage avant de la vendre aux grossistes et distributeurs sur le marché. Une infime partie est concassée, au niveau familial, par les producteurs. L'installation d'une unité de concassage et de valorisation collective des noix, par les producteurs organisés en coopérative, est une initiative à dupliquer dans les zones similaires. Cette approche présente plusieurs avantages socio-économiques, techniques et d'hygiène du produit final.

**Marchés des études et travaux des AHA et des pistes :**

**Applicability** *choose one option:*

Project	<input checked="" type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	-------------------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

L'élaboration des études techniques de la PMH et des pistes a souffert d'un retard important et ce du fait de l'attribution des marchés y relatifs à deux bureaux d'études (BE); ce qui a causé un retard dans l'exécution de ces études. Par conséquent, il est important dans le futur de dissocier ces marchés en plusieurs lots et de les attribuer à plusieurs BE. Ceci est également applicable pour les marchés des travaux à attribuer aux entreprises.

**Applicability** *choose one option:*

Project	<input type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	--------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

## H. Cadre Logique (Logical Framework)

*Collected updated data should be introduced and edited in the system ORMS under the tab "LOGFRAME", once updated the log-frame it can be included in the reporting of supervision.*

## Appendix 1: Réalisation physiques mesurées par rapport au PTBA

		Period: November 2016 to November 2017				Cumulative Actual	Appraisal Target	%
Component/Outcome	Indicator	Unit	AWP&B	Actual	%			
Sub-component or Output								
<b>Component 1 / Outcome</b>		%	NA	NA	NA	NA	20 %	
<i>La production et la valorisation des produits ont augmenté</i>	<i>Augmentation des revenus - Percentage (%)</i>							
		ménages	64000	10 675 ménages	16	10 675 ménages	64 000 ménages	
<i>Produit 1.1. La production des filières ciblées a augmenté et les pertes post-récolte ont diminué</i>	<i>Producteurs ruraux ayant accès aux inputs et aux technologies de production</i>							
<i>Produit 1.2. Les produits des filières ciblées sont mieux valorisés.</i>	<i>Nombre de produits agréés par l'ONSSA</i>	Nombre	NA	NA		NA	NA	
<i>Produit 1.3. Les infrastructures rurales sont consolidées</i>	<i>Production et transformation appuyées par la disponibilité et l'efficacité de l'utilisation de l'eau</i>	Nombre		5		5		
	<i>Marchés, unités de transformation et de stockage réhabilités ou construits</i>	Nombre		3		3		
<b>Component 2 / Outcome</b>								
<i>Effet 2 : la résilience au changement climatique dans les zones ciblées a augmenté</i>	<i>Groupes appuyés pour une gestion résiliente des ressources naturelles</i>	Nombre		8		8		
<i>Produit 2.1. L'utilisation des ressources naturelles est optimisée et les services écosystémiques sont restaurés.</i>	<i>Superficie sous gestion résilient aux risques climatiques</i>	Ha	197	117	59	117		
<i>Produit 2.2. les technologies d'adaptation aux CC en agriculture sont vulgarisées</i>	<i>Personnes ayant accès aux informations climatiques</i>	Nombre		4 stations (nombre de personnes non disponible)		4 stations		
	<i>Nombre de conseils agricoles en matière d'adaptation aux CC dispensés.</i>	Nombre		5		5		

## Appendice 2: Questions financières : Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

**Tableau 2 A: Décaissements par bailleur au 31/10/2017 (MAD millions)**

Financier	Allocation Initiale (Million MAD )	Décaissements (Million MAD)	en %
Pret FIDA	207.30	27.75	13%
Don ASAP	16.50	0.35	2%
Don FEM	54.60	7.66	14%
Gouvernement	110.90	3.93	4%
Beneficiaires	14.60	0.27	2%
<b>Total</b>	<b>403.9</b>	<b>39.95</b>	<b>10%</b>

**Tableau 2 B: Décaissements par bailleur et par composante au 31/10/2017 (MAD millions)**

Composantes MDH- Total	Prêt FIDA			Don GEF/FEM			ASAP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
I. Développement et valorisation des filières	192.90	18.06	9%				16.50	0.35	2%	85.20	0.88	1%	14.60	0.27	2%	309.20	19.55	6%
II. Gestion des ressources naturelles, diversification et adaptation				54.60	7.66	14%				12.90	0.28	0%				67.50	7.94	12%
III. Coordination et gestion du programme	14.40	9.69	67%							12.80	2.77	0%				27.20	12.46	46%
<b>Total</b>	<b>207.30</b>	<b>27.75</b>	<b>13%</b>	<b>54.60</b>	<b>7.66</b>	<b>14%</b>	<b>16.50</b>	<b>0.35</b>	<b>2%</b>	<b>110.90</b>	<b>3.93</b>	<b>4%</b>	<b>14.60</b>	<b>0.27</b>	<b>2%</b>	<b>403.90</b>	<b>39.95</b>	<b>10%</b>



**Tableau 2 C-1: Décaissements du prêt FIDA au 31/10/2017 (DTS)**

Catégorie	Allocation initiale	Décaissements réels	%	Solde disponible
Genie Civil	3 000 000	0	0%	3 000 000
Equipements et Materiels	6 750 000	1 756	0%	6 748 244
Formation	4 000 000	281 514	7%	3 718 486
Consultants	1 100 000	518 247	47%	581 753
Non alloué	1 650 000	0	0%	1 650 000
<b>Total</b>	<b>16 500 000</b>	<b>801 517</b>	<b>5%</b>	<b>15 698 483</b>

**Tableau 2 C-2: Décaissements du don ASAP au 31/10/2017 (DTS)**

Catégorie	Allocation initiale	Décaissements réels	%	Solde disponible
Genie Civil	660 000	0	0%	660 000
Equipements et Matériels	320 000	6 938	2%	313 062
Formation	140 000	0	0%	140 000
Consultants	45 000	0	0%	45 000
Non alloué	130 000	0	0%	130 000
<b>Total</b>	<b>1 295 000</b>	<b>6 938</b>	<b>1%</b>	<b>1 288 062</b>

**Tableau 2 C-3: Décaissements du don FEM au 31/10/2016 (USD)**

Catégorie	Allocation initiale	Décaissements réels	%	Solde disponible
Consultants	1 000 000	577 979	58%	422 021
Formation	1 900 000	99 208	5%	1 800 792
Véhicules	3 200 000	0	0%	3 200 000
Coûts opérationnels	410 000	4 362	0%	405 638
Avance Initiale	0	50 000		-50 000
<b>Total</b>	<b>6 510 000</b>	<b>731 549</b>	<b>11%</b>	<b>5 778 451</b>

### Appendice 3: Respect des dispositions de l'accord de financement : Etat d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date
Section E 1.	Nomination des directeurs provinciaux en tant que directeurs de programmes	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Décision de création de de l'UCCP par l'ADA	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Décision de création des UGP	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Logiciel de gestion comptable et financière opérationnel.	Avant le premier décaissement	Clause non respectée/partiellement respectée . Le système proposé est en cours de finalisation pour accommoder les exigences du FIDA.
Annexe 1. II 3	Comité national de pilotage		La première réunion est prévue en 2017
Annexe 1. II 4	Réunions trimestrielles de coordination (UCCP, UGPP et ONCA)		Clause respectée au niveau provincial. A rendre systématique au niveau central même si des réunions thématiques sont tenues..
Annexe 1. II 7	Réunions des comités provinciaux et locaux		Disposition respectée
Annexe 1. II 7	Formalisation des partenariats avec les institutions concernées		Evaluations de performance non formalisées
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c),		Clauses respectées
Section 4.02 b)	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives		Disposition respectée au niveau des DRF en cours de préparation
Section 7.01 b)	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition non respectée pour le PTBA.
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de		Disposition respectée
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée

Section 8.02	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets		Système de suivi-évaluation en cours de mise en place
Section 8.03	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Disposition non respectée
Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées		Disposition respectée mais les livres tenus sont manuels
Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Disposition respectée

## Appendice 4: Annexes Techniques

### Annexe 1: Développement et valorisation des filières agricoles (Composante 1)

1. Cette composante est structurée en trois sous-composantes: (i) Filières végétales; (ii) Filières animales; et (iii) Infrastructures et aménagements hydro-agricoles.

#### **Sous-composante 1.1. Filières végétales**

2. Cette sous-composante vise à appuyer le développement des cultures fruitières (pommier, prunier, cerisier, noyer, amandier, caroubier). Les activités programmées sont: en amont: (i) l'élaboration des plans de développement des filières; (ii) l'élaboration des plans de renforcement des capacités des agriculteurs et de leurs organisations professionnelles (OPA); (iii) le renforcement des capacités des agriculteurs notamment grâce à la mise en place de champs écoles; (iv) la formation et la création d'équipes métiers; (v) l'extension des plantations (à Séfrou : 75 ha de pruniers ; à Azilal : 650 ha de pommiers, 250 ha de noyers, 700 ha d'amandiers et 300 ha de caroubiers); en aval: (vi) la réalisation d'études de faisabilité technico-économique et d'études architecturales et techniques relatives aux unités de valorisation (UV); (vii) la construction et l'équipement d'unités de valorisation de produits de filières ciblées ; (viii) l'appui à la labellisation et à la commercialisation des produits des filières ciblées.

3. **En amont**, les réalisations ont concerné : i) les plans de développement des filières et les plans de renforcement des capacités qui ont été élaborés, leurs mises en œuvre en matière de prestations de sensibilisation, de formation et d'encadrement des bénéficiaires au niveau des champs écoles sont en cours, avec un taux moyen d'avancement de 15% (0 à 35% selon les filières) ; ii) les travaux d'extension du prunier au niveau de Séfrou n'ont pas encore démarré, les travaux d'extension de noyer, de pommier, d'amandier et de caroubier au niveau d'Azilal ont démarré avec un taux de réalisation estimé à 20% (confection des trous et des CES sur la majorité des périmètres) ; iii) les marchés engagés, de sur-greffage du caroubier, sont réalisés à 100%.

4. En outre, il conviendra de signaler que le taux des réalisations physiques d'extension des plantations atteindra plus de 60% avant la fin de février 2018 (après la mise en terre des plants). Par ailleurs, la mission recommande que : (i) le reliquat des superficies d'extension du pommier, initialement prévu et non engagé à Azilal (370 Ha), soit annulé compte tenu des difficultés, notamment en matière du foncier, rencontrées pour cette filière ; (ii) les efforts de plantations arboricoles soient orientés vers l'agriculture biologique ; et (iii) les extensions des plantations de noyer soient réalisées avec des variétés locales qui sont disponibles et sécurisées, au lieu des variétés importées nécessitant de lourdes procédures d'importation (douane, ONSSA) et engendrant des coûts excessifs des plants.

5. **En aval**, Les réalisations ont concerné : i) l'achèvement de la majorité des études de faisabilité technico-économique, des études architecturales et les CPS de constructions et d'équipement des UV, avec un taux moyen de réalisation d'environ 75% ; ii) la réalisation, en cours, des études de faisabilité et des CPS des UV restantes d'amande et de caroube ; iii) la préparation des dossiers pour le lancement des appels d'offres de construction des unités de valorisation de noix et de pommes ; iv) la préparation, en cours, des DAO pour le recrutement d'assistance technique (AT) d'accompagnement des OPA porteuses de projets, en matière d'obtention d'agrément ONSSA, de labellisation et de commercialisation des produits ; v) la réalisation, à un taux d'environ 33%, des activités promotionnelles de produits des filières ciblées, concernant la participation aux foires et salons.

6. Bien qu'un important travail de certaines réalisations physiques et d'engagement des marchés ait été accompli durant l'exercice 2017, le niveau de récupération des retards enregistrés lors des deux premières années de démarrage et partant de mise en œuvre des activités sur le terrain reste encore modeste. La mission juge toutefois, **modérément satisfaisante** la performance de la sous-composante 1.1 à ce stade, compte tenu des prévisions importantes de réalisations en matière d'extension des plantations durant les 4 à 6 prochains mois.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Réduire la superficie de plantation du pommier sur 370 Ha et renforcer les activités du programme en aval (équipements et encadrement).	UGPP	Immédiat
2. Initier le développement de produits biologiques à travers une action pilote par filière ciblée.	UGPP	31/12/2017
3. Substituer la variété de noyer à importer par des variétés locales disponibles et performantes pour l'extension de cette espèce à Azilal.	UGPP	Immédiat
4. Simplifier les études de faisabilité des unités de valorisation pour répondre aux justes besoins et réduire leurs durées de réalisation.	UGPP	Continu
5. Mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités des OPA en matière de techniques et de gestion des exploitations en amont et en aval des filières en partenariat avec l'ONCA.	UGPP	31/12/2017
6. Organiser des rencontres de cadres et des visites mutuelles des bénéficiaires, entre les deux provinces concernées par le programme, en vue d'harmoniser le dispositif de formation et de capitaliser les efforts des équipes UGP.	UCCP, UGPP	Continu
7. Organiser des visites à l'étranger pour s'enquérir des expériences et innovations techniques en matière de valorisation des produits ciblés.	UGPP	2018

### **Sous-composante 1.2. Filières animales**

7. Cette sous-composante prend en compte les filières suivantes: viande rouge, lait et miel.

#### **1) Filière viande rouge**

8. Pour la filière viande rouge, les activités prévues portent sur : (i) l'élaboration et la signature des conventions de partenariat avec l'ANOC; (ii) la création de 2 nouveaux groupements ANOC et le renforcement de 5 groupements existants; (iii) le renforcement des capacités des éleveurs non ANOC (Formation, voyage, démonstration); (iv) le renforcement de la conduite sanitaire des petits ruminants (pour 1 260 000 têtes); (v) la promotion des AGR d'élevage ovin (distribution de 1 000 brebis); (vi) l'établissement d'un plan d'amélioration des ressources sylvo-pastorales ; (vii) la construction de 6 locaux de stockage d'aliment (Azilal) ; (viii) la diversification des ressources fourragères sur 50 ha ; et (ix) l'aménagement de 26 points d'eau pour l'abreuvement du cheptel (Azilal).

9. A Azilal, les réalisations relatives à la filière "viande rouge" ont porté sur: (i) l'élaboration et la signature d'une convention cadre avec l'ANOC; (ii) le lancement de l'étude relative au plan d'amélioration des ressources sylvo-pastorales ; (iii) l'élaboration et le lancement de 2 DAO (étude architecturale pour 2 centres d'affouragement et prophylaxie de 200 000 petits ruminants) ; et (iii) la préparation d'un DAO pour l'aménagement de 2 points d'eau.

10. A Sefrou, les réalisations ont concerné: (i) l'élaboration et la signature d'une convention avec l'ANOC pour la création d'un nouveau groupement; (ii) l'achat de 320 brebis (en attente de distribution) ; (iii) la réalisation de deux sessions de formation au profit des éleveurs ; (iv) le lancement de l'étude relative au plan d'amélioration des ressources sylvo-pastorales ; et (v) l'élaboration d'un DAO pour l'achat de 80 brebis (en cours de lancement).

#### **2) Filière lait**

11. Les activités prévues pour la filière lait concernent la construction et l'équipement de 8 centres de collecte de lait (CCL) à Sefrou. Aucune activité n'est prévue à Azilal pour la filière lait.

12. Les réalisations ont porté sur : (i) la réalisation des études techniques et le lancement des travaux de construction de deux centres de collecte de lait (avancement des travaux 20%), (ii) le marché relatif à la fourniture et à l'installation d'équipement pour les CCL est en cours de réalisation.

#### **3) Filière miel**

13. Les activités prévues pour la filière miel portent sur: (i) le renforcement des capacités des apiculteurs (formation technique); (ii) le renforcement des coopératives et des unions apicoles (achat d'équipements informatiques, aménagement des locaux, formation sur la gestion, etc.); (iii) l'achat de matériel d'extraction de miel (10 kits pour Sefrou et 8 pour Azilal) ; (iv) la réalisation d'une étude sur les potentialités mellifères et PAM ; (v) l'acquisition de ruches peuplées (1 300 pour Sefrou et 1 500 pour Azilal); (vi) la mobilisation d'une AT spécialisée en apiculture; et (vii) l'appui à la commercialisation.

14. A Azilal, les réalisations ont porté sur : (i) le démarrage de travaux d'aménagement de 3 mielleries ; et (ii) l'élaboration de 4 DAO (étude des potentialités mellifères, AT pour la filière apicole, acquisition de ruches pleines, et achat de matériel apicole).

15. A Sefrou, les réalisations ont porté sur : (i) l'achat de 300 ruches peuplées (soit 23% du global) ; (ii) l'achat de 6 kits d'extraction de miel (soit 60% du global) ; (iii) la réalisation de 2 sessions de formation pour les apiculteurs ; (iv) le lancement de l'étude sur la caractérisation des potentialités mellifères et l'élaboration d'un plan de développement des filières PAM et miel (taux d'avancement : 20%) ; (v) la formation par apprentissage de fils d'apiculteurs (taux d'avancement : 25%) ; et (vi) et la préparation de 2 DAO (achat de matériel apicole, AT pour l'appui à la commercialisation du miel).

16. **Globalement**, le taux de réalisation physique pour les filières animales reste assez faible (6.8% environ). Néanmoins, la mission a constaté un travail significatif fourni par les UGPP (notamment durant l'année 2017) en matière d'identification et la sensibilisation de la population cible et de préparation des OPA bénéficiaires; ce travail (laborieux et indispensable) est de nature à favoriser l'accélération de la mise en œuvre des activités physiques sur les mois qui restent.

17. Compte tenu des constats ci-dessus mentionnés, l'appréciation de la mission pour la mise en œuvre des activités concernant la sous-composante 1.2 est **modérément insatisfaisante**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
8. A Azilal, compléter la convention cadre signée avec l'ANOC par des conventions spécifiques qui précisent les activités, le budget alloué et les délais d'exécution dans la cadre du partenariat avec le programme.	UGPP	31/12/2017
9. Inclure dans toutes les conventions avec l'ANOC l'acquisition d'un nombre suffisant de géniteurs sélectionnés.	UGPP	31/12/2017
10. Anticiper les marchés d'acquisition des ruches pleines (l'offre annuelle nationale risque de ne pas satisfaire une demande très importante en quantité).	UGPP	28/02/2018

### **Sous-composante 1.3. Infrastructures et aménagements hydro-agricoles**

18. **Sefrou.** Les réalisations cumulées portent sur : i) la construction de 1,5 km (2,2 km prévus dans le marché) de canaux bétonnés dans le périmètre PMH de Mediona. La mission a relevé le manque des joints de long des canaux réalisés et propose leur mise en œuvre pour tous les ouvrages. La qualité des travaux réalisés est globalement satisfaisante mais quelques travaux doivent être complétés/renforcés sur certains tronçons de canaux sur la base des recommandations formulées par la mission, et présentées dans le rapport de revue à mi-parcours; ii) la réalisation des travaux topographiques sur 7 km pour l'aménagement de pistes ; iii) le démarrage (fin octobre 2017) de l'étude d'aménagement du bassin versant de l'oued Slilou et la création de plusieurs seuils de dérivation et la réhabilitation du seuil El Bouk. Compte tenu de la complexité de ce dernier ouvrage (conception, état actuel de l'ouvrage,...), la mission propose la création de 3 seuils avec les canaux "tête morte", pour alimenter 3 PMH concernés par la modernisation des séguías, en substitution au projet de réhabilitation du seuil El Bouk qui nécessite d'importantes actions et dont le budget dépasse largement les prévisions du programme. Cette proposition a été discutée et validée par la DPA; iii) le démarrage (octobre 2017) de l'étude d'évaluation des ressources en eau souterraines de Sefrou ; iv) l'engagement de 4 marchés pour la modernisation de 7 km de séguías dans 4 périmètres PMH ; et v) l'engagement de 2 marchés pour l'aménagement de pistes sur une longueur totale de 7 km.

19. **Azilal.** Hormis les études de PMH et pistes et l'engagement de plusieurs marchés de travaux, aucune réalisation physique n'a démarrée. Cependant, les actions réalisées se limitent à : i) : l'élaboration des études techniques d'aménagement de 15 tronçons de pistes totalisant un linéaire de 74 km ; ii) l'étude d'aménagement de 67 km de canaux et seuils de dérivation dans 6 périmètres PMH ; iii) le recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des travaux de la PMH ; et iv) l'attribution d'un marché de la PMH et l'engagement de 2 autres pour la construction de 13 km de canaux bétonnés. La mission a identifié certaines faiblesses de conception au niveau des dossiers d'exécution de certains ouvrages (manque de détails de conception, hypothèses pour le dimensionnement des ouvrages,...) élaborés par les deux bureaux d'études chargés des études de PMH et des pistes. La mission estime que ce manquement pourrait mettre à haut risque la durabilité de ces ouvrages. Ces constats ainsi que les améliorations techniques proposées par la mission seront consignés et détaillés dans le rapport de RMP.

20. La mission a également identifié, dans les 2 provinces, l'importance de la composante relative à la modernisation des séguías en terre dans les périmètres PMH. En effet, ce système



d'irrigation traditionnel cause d'importantes pertes d'eau et réduit en conséquence l'intensification agricole dans les petites parcelles. La mission souligne l'impact positif de la modernisation des seguias (accroissement des superficies cultivées) et recommande d'augmenter les quantités prévues pour cette action (canaux bétonnés) avec la modernisation des ouvrages annexes comme les bassins de stockage conçus en terre.

21. L'appréciation de la mission pour la mise en œuvre des activités concernant la sous-composante 1.3 est jugée **modérément insatisfaisante**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
11. Etablir un planning détaillé des travaux des actions en cours de réalisation et de ceux planifiés (selon le modèle élaboré par la mission) et l'actualiser en fonction de l'avancement des travaux.	UGPP Sefrou et Azilal	Décembre 2017
12. Prévoir les études techniques complémentaires (géotechnique, hydrologique, stabilité) des seuils de dérivation à proposer le long de l'oued Silou - Sefrou.	Bureau d'études	Février 2018
13. Compléter les dossiers d'exécution des seuils de dérivation, proposés dans l'aménagement des PMH à Azilal, par des études complémentaires (géotechnique, hydrologique, stabilité) pour la vérification/renforcement de la stabilité des seuils avant de lancer les DAO des travaux-Azilal	Bureau d'études	Janvier 2018
14. Prévoir les joints de dilatation et joints d'étanchéité type water stop pour les canaux réalisés et ceux programmés à Sefrou et Azilal	Les entreprises	immédiatement pour Mediouna et systématiquement pour les ouvrages programmés
15. Elaborer les plans détaillés des ouvrages de traversée des cours d'eau dans les projets d'aménagement des pistes, en détaillant les protections amont/aval éventuelles pour garantir la stabilité des ouvrages. Compléter les informations manquantes sur les plans. Remettre la note géotechnique demandée dans les CPS du marché. Matérialiser les murs de soutènement sur les tracés en plan – Azilal	Bureau d'études	Avant la réception des études
16. Engager le recrutement de la mission AT pour le contrôle des travaux de pistes-Azilal	UGPP Azilal	Avant 30/12/2017
17. Réaliser des formations pour les AUEA pour la maintenance des ouvrages de PMH à Sefrou et Azilal	UGPP Sefrou et Azilal	2018
18. Clarifier la situation du contrat du bureau d'études chargé des études des PMH à Azilal	UGPP Azilal DPA	30/12/2017

22. **Appréciation globale pour la composante.** Bien que beaucoup d'efforts aient été consentis par les UGPP pour réaliser les activités planifiées dans le PTBA 2017, le taux de réalisation physique global de la composante 1 est encore faible par rapport à l'objectif global du programme et par rapport à la durée de sa mise en œuvre qui entrera dans sa 4<sup>ème</sup> année d'exécution à partir de février 2018. La mission estime que la mise en œuvre de la composante 1 est **modérément insatisfaisante** à ce stade.

## Annexe 2 : Constats-recommandations des ouvrages visités (actions transversales) et les études consultées par la mission

Action	Site et consistance	constats	recommandations
PMH	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Site : Médiona -<b>SEFROU</b></li> <li>- Modernisation de 2200 ml de seguias en terre par des canaux bétonnés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux sont réalisés sur 1500 ml de canaux bétonnés sur 2200 ml prévus ;</li> <li>- la qualité d'exécution est globalement acceptable ;</li> <li>- certaines jonctions entre les tronçons de canaux réalisés sont de mauvaise/moyenne qualité (présence de fissures) ;</li> <li>- manque de joints le long des canaux réalisés ainsi qu'au niveau des ouvrages de chute ;</li> <li>- manque des dalles de couverture sur les deux regards de l'ouvrage de siphonage traversant la route revêtue.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir les joints de dilatation et joints d'étanchéité type water stop pour les canaux réalisés et ceux programmés à Sefrou et Azilal;</li> <li>- réparer les fissures dans les parois des canaux réalisés ;</li> <li>- réaliser les dalles de couverture sur les deux regards de l'ouvrage de siphonage pour la protection des personnes et véhicules ainsi que contre l'introduction dans les regards de tous corps (sable, débris végétaux, .....).</li> </ul>
PMH	<ul style="list-style-type: none"> <li>- site : oued Slilou-<b>SEFROU</b></li> <li>- l'étude d'aménagement du bassin versant de l'oued Slilou et la création de plusieurs seuils de dérivation et la réhabilitation du seuil El Bouk.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude a démarré fin octobre 2017.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte tenu de la complexité de l'ouvrage existant El Bouk (conception, état actuel de l'ouvrage,...), la mission propose la création de 3 seuils sur l'oued El Bouk avec les canaux "tête morte", pour alimenter les 3 PMH, concernés par la modernisation des séguis et ce en substitution au projet de réhabilitation du seuil El Bouk qui nécessite d'importantes actions et dont le budget dépasse largement les prévisions du programme. Cette proposition a été discutée et validée par la DPA.</li> </ul>
PMH	<ul style="list-style-type: none"> <li>-06 projets d'aménagement de PMH -<b>AZILAL</b></li> <li>- modernisation des séguis en terre par des canaux bétonnés et création des seuils de dérivation des eaux pour l'irrigation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le bureau d'études, chargé de l'élaboration des études d'aménagement n'a remis que le dossier de la phase 1 ;</li> <li>- la conception des seuils a été faite sans les données géotechniques spécifiques pour chaque site. En effet l'encrage des seuils, au niveau des lits des oueds, est le même pour la quasi-totalité des seuils (1 m). Le rapport ne comporte pas les études géotechniques des sites et hydrologiques ;</li> <li>- les plans des canaux manquent de détails relatifs aux emplacements des joints ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le bureau d'études doit reprendre la présentation des profils en long des canaux projetés avec des indications claires et préciser les emplacements des joints ;</li> <li>- le bureau doit compléter les dossiers d'exécution des seuils de dérivation, proposés dans l'aménagement des PMH à Azilal, par des études complémentaires (géotechnique, hydrologique, stabilité, protection) pour la vérification/renforcement de la stabilité des seuils avant de lancer les DAO des travaux.</li> </ul>

Action	Site et consistance	constats	recommandations
		- les plans des profils en long des canaux sont illisibles (cotes projets, angles, dimensions,...) et ne permettent pas aux entreprises de réaliser les travaux sans risque d'une mauvaise interprétation ;	
Pistes	-dans la région d' <b>AZILAL</b> -Elaboration des études techniques d'aménagement de 15 tronçons de pistes totalisant un linéaire de 74 km. Consultation de l'étude d'aménagement de la piste (6,7 km) reliant douar Ait Mazigh	- la consultation de l'étude d'exécution de la piste Ait Mazigh, élaborée par le bureau d'études, a permis à la mission de dégager les points suivants sur la consistance du dossier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• manque des plans détaillés d'exécution des principaux ouvrages de traversée des cours d'eau (plan coté à l'échelle 1/100 ou 1/50, implantation des axes de l'écoulement et de la piste, protection éventuelle amont/aval de l'ouvrage en fonction de l'état des lieux, autres ....). Le dossier ne comporte que des plans types.</li> <li>• Aucune protection éventuelle en aval des ouvrages prévus (exemple O3, O19, O22,...). Les risques d'affouillement du terrain et l'érosion en aval de certains ouvrages sont importantes compte tenu des fortes pentes du terrain en aval. Cette situation mettrait à risque la durabilité (stabilité) de ces ouvrages.</li> <li>• manque la matérialisation sur les tracés en plan, des endroits critiques le long de la piste, de la protection par des murs de soutènement. Cette protection a été prévue par le bureau d'études.</li> <li>• Manque de rapport géotechnique (CPS – titre 2).</li> </ul>	- le bureau d'études doit compléter, avant le démarrage des travaux, le dossier d'exécution qu'il a établi, par les plans et documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan coté détaillé du site de chaque ouvrage de traversée à l'échelle 1/100 ou 1/50 selon l'importance de l'ouvrage ;</li> <li>• les détails d'exécution (cotes de calage, conception, et autres détails spécifiques au site) ;</li> <li>• les détails des protections amont/aval nécessaires pour la stabilité de chaque ouvrage de traversée ainsi que le type de protection à préconiser (maçonnerie, gabion) ;</li> <li>• le plan de matérialisation sur le tracé en plan, de la protection des tronçons critiques de la piste, par des murs de soutènement prévus par l'étude ;</li> <li>• Sur les coupes en travers, au niveau des ouvrages de traversée, il faut indiquer les pentes des talus amont/aval pour faciliter à l'entreprise l'exécution des travaux ;</li> <li>• Il faut préciser les dimensions des protections prévues pour les radiers ordinaires (cassis).</li> <li>• Le rapport géotechnique.</li> </ul> - Ces plans doivent être généralisés pour tous les projets de pistes dans les deux régions du programme, pour améliorer la qualité des travaux et assurer ainsi la durabilité des aménagements.

### **Annexe 3 : Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et Diversification (Composante 2)**

Cette composante comprend les sous-composantes suivantes: (i) Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques; (ii) Technologies d'adaptation au changement climatique et diversification.

La Composante 2 est financée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF) sous la forme du projet IPAC-MAM (*Accroître la productivité et les capacités d'adaptation dans les zones de montagne du Maroc*). Le financement FEM s'est greffé au PDRZM à la fin de sa phase initiale de conception, et se présente comme un projet autonome. Certaines activités de la Composante 2 présentent des interférences avec les activités de la Composante 1, ce qui rend la tâche des UGPP difficile.

Dans les faits, l'engagement de contractualiser l'ONUDI pour l'assistance technique de la composante 2 a imposé un mécanisme de mise en œuvre parallèle. L'ADA a signé un Accord de financement avec l'ONUDI en octobre 2016. Dans le cadre de ce contrat, outre l'assistance technique et la réalisation d'études, l'ONUDI est responsable de la fourniture et l'installation d'équipements (pompage solaire, énergies renouvelables, irrigation goutte-à-goutte, etc.). La proposition méthodologique de l'ONUDI, soumise en novembre 2016, a mis à jour une incompréhension quant à l'articulation nécessaire entre les composantes 1 et 2 du PDRZM. Une mission ADA/ONUDI sur le terrain a eu lieu en septembre 2017, dont le résultat est une répartition détaillée des responsabilités pour la mise en œuvre de la composante 2 entre l'ADA, les DPA d'Azilal et Sefrou et l'ONUDI, permettant - sur le plan technique - de répondre aux attentes du FEM et du FIDA. Toutefois, ce plan de travail détaillé reste à valider par l'ONUDI.

Ces contraintes ont considérablement retardé la mise en œuvre de la Composante 2. Les UGPP (DPA avec l'appui de l'ADA et de l'assistance technique) ont démontré leur capacité adaptive, prenant à leur charge les activités les plus critiques pour la mise en œuvre du projet.

#### **Sous-composante 2.1 : Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques**

Les activités prévues comprennent: (i) la réalisation d'études d'efficacité énergétique, l'acquisition d'équipements économes en énergie pour les unités de valorisation (à établir dans le cadre de la composante 1); (ii) la réalisation de diagnostics des ressources en eau souterraines; (iii) l'installation d'équipement de pompage solaire et l'appui à la reconversion de l'irrigation au goutte-à-goutte; (iv) l'appui technique à l'ONCA pour la création de champs-écoles pour appuyer l'optimisation des pratiques agricoles; (v) la création d'AUEA et la formation de leurs membres; (vi) l'organisation de visites d'échange de transfert de compétences; et (vii) l'installation de stations météorologiques.

**Études et équipements économes en énergie** – À Sefrou, l'étude de faisabilité d'un système énergétique de 2 unités de stockage des pommes et de valorisation des produits dérivés a été réalisée. Le processus d'appel d'offres pour la construction du bâtiment est en cours. Les équipements de production d'énergie seront fournis par l'ONUDI. Dans la province d'Azilal, des études d'efficacité énergétique ont été intégrées dans les études de faisabilité pour les unités de valorisation de jus de pomme et vinaigre, stockage frigorifique, transformation de la caroube et concassage des noix. Des études restent à mener et la fourniture d'énergie renouvelable pour les unités d'extraction de miel (mandat de l'ONUDI). Une unité de production de briquettes a été installée en complément à un moulin d'extraction d'huile d'olive pour valoriser les sous-produits (margine et noyaux concassés) et produire un combustible alternatif au bois de chauffage.

**Eaux souterraines, pompage solaire, reconversion au goutte-à-goutte, champs-école pour l'économie d'eau et formation des Associations d'usagers de l'eau agricole (AUEA)** – L'étude de diagnostic des eaux souterraines est dans sa phase finale à Azilal. À Sefrou, l'étude a démarré. À Azilal, un processus d'appel d'offres pour un système de pompage solaire pour 6 ha de pommiers a été lancé, sans succès faute de soumissionnaire. Le DAO sera partagé avec l'ONUDI pour relancer le processus, poursuivre avec l'installation d'un système d'irrigation goutte-à-goutte et établir un champ-école sur la parcelle en collaboration avec l'ONCA. À Sefrou, l'établissement d'un champs-école similaire sera réalisé par l'ONUDI. Six AUEA ont été créées à Sefrou et 18 à Azilal afin d'améliorer la gestion collective de l'irrigation. L'ONUDI sera appelée à fournir une formation et un appui technique aux AUEA.

**Voyages d'échange** – Des voyages d'échange, afin d'exposer les producteurs aux meilleures pratiques dans leur domaine sont prévus mais n'ont pas encore été réalisés. Ils seront organisés à partir de 2018 par l'ONUDI.

**Stations météorologiques.** Sur un total de six stations agro-météorologiques prévues, deux ont été installées par le programme à Azilal et trois en cours d'installation à Sefrou. Les données obtenues sont transmises à l'INRA, l'ENAM et l'ONCA, toutefois un mécanisme d'analyse systématique et de communication n'a pas été établi. À Sefrou un contrat d'assistance technique a été attribué pour la mise en place d'un système de diffusion des données météorologique. La Mission invite les deux UGPP à se rapprocher de l'ENAM et de l'INRA en vue de formuler des recommandations mises à jour en matière de gestion des cultures. Ces recommandations devront être communiquées à l'ONCA pour en assurer la diffusion régulière auprès des producteurs.

## Sous-composante 2.2. Technologies d'adaptation au CC et diversification

Les activités prévues comprennent: (i) la préparation de 4 plans d'adaptation aux CC au niveau des filières, 2 plans d'adaptation aux CC au niveau d'agro-écosystèmes et une étude d'aménagement sylvo-pastoral incluant une parcelle expérimentale (Azilal); (ii) l'appui au développement de la filière miel; (iii) l'expansion de la production de caroube et de noix; (iv) l'appui au développement de la filière plantes aromatiques et médicinales (PAM) et aux cultures du terroir local; et (v) l'appui à la création d'emplois "verts" par la formation d'équipes métier.

**Plans d'adaptation aux CC.** Des appels d'offres ont été diffusés par l'ONUDI pour le développement de plans d'adaptation. Toutefois, ces appels d'offres ont échoué faute de soumissionnaires. À Sefrou, un contrat a été passé pour le développement d'un Plan de ressources sylvo-pastorales, et à Azilal pour une démonstration de plantations fourragère. Ces deux études sont en phase de démarrage.

**Filière miel.** A Azilal, les termes de référence d'une étude des potentialités mellifères ont été élaborés. A Sefrou, l'étude de caractérisation des potentialités PAM et miel devrait bientôt être publiée. Un contrat pour la formation des bénéficiaires est en cours de réalisation. Un marché pour l'achat de 300 ruches pleines a été attribué, et la procédure d'achat pour l'assistance technique et l'équipement d'unités d'extraction est en cours. L'ONUDI fournira également formation, suivi et assistance technique en collaboration avec l'ONCA.

**Filières végétales, plantes aromatiques et médicinales (PAM).** A Azilal, 10 000 noyers ont fait l'objet d'un élagage avec fertilisation, confection de cuvettes et traitement phytosanitaire (soit près de 150 ha sur les 700 prévus). La plantation de 80 ha de noyer (en plus de 250 ha prévus dans la Composante 1) a été retardée en raison de difficultés d'approvisionnement. Deux opérations de sur-greffage du caroubier portant sur un total de 16 600 pieds ont également été réalisées avec succès et les opérations sont en cours pour 23,000 pieds supplémentaires (soit les trois quarts de ce qui est prévu pour l'ensemble du projet). 65 ha de plantations de caroubier ont été réalisés et un appel d'offres est en cours pour 140 ha supplémentaires (soit la moitié de ce qui est prévu pour l'ensemble du projet). Le recrutement d'une assistance technique pour l'accompagnement de coopératives de femmes valorisant les plantes aromatiques et médicinales (PAM) est en cours. L'ONUDI fournira également la formation et suivi. La mission a recommandé que des plantations de safran (sur 50 ha) soient considérées, en raison de leur impact sur les coopératives féminines. Le projet a organisé à Sefrou une foire provinciale sur les produits du terroir afin de promouvoir les produits locaux.

**Emplois verts** - La création d'emplois "verts" s'est concrétisée notamment par la formation d'une équipe pour le greffage du caroubier. L'ADA va entreprendre une étude plus poussée visant à maximiser la création d'emplois ruraux - visant les jeunes - dans le cadre du Plan Maroc Vert.

Les mesures convenues pour améliorer le niveau d'exécution et l'efficacité des actions de cette composante sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Statut
1. Conclure la négociation en cours pour achever la révision de la convention (ADA-ONUDI) et du plan de travail de l'ONUDI sur la base des conclusions de la mission conjointe ADA-ONUDI de Septembre 2017 et des suggestions de la mission de Revue à mi-parcours (notamment l'augmentation des surfaces de plantation de caroubier, introduction du safran dans le cadre des PAM, expansion de l'appui aux coopératives mellifères). Présenter le projet de la convention ADA-ONUDI révisée au FIDA pour non-objection avant sa signature entre les deux parties.	ADA/AT	31/12/2017	Acceptée

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Statut
2. Engager un dialogue avec les consultants de l'ONUDI au niveau des deux provinces afin d'améliorer la cohérence entre les activités des deux composantes.	DPA/AT Sefrou et Azilal, ONUDI	31/12/2017	Acceptée
3. Assurer une étroite collaboration avec l'ONUDI dans la préparation des DAO pour l'équipement des unités de valorisation bénéficiant de l'appui du projet FEM (IPAC-MAM) afin de minimiser le risque d'achat d'équipements non-compatibles ou redondants. Ceci concerne les unités suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>À Sefrou</u>: Séchoir de prunes, Ain Timgnay; Unité de production de jus de pomme et vinaigre, Ait Sbaa; Production de briquettes (prune), Aazzaba</li> <li>• <u>À Azilal</u>: Unité frigorifique de 600 T de pomme/vinaigre, Ait Mhamed; Unité de transformation de la caroube, site à déterminer; Unité de production de jus de pomme et vinaigre, Ait Mhamed; Unités de transformation de noix, Ait Boulli; Centre apicole, Ait Mhamed; Unité d'extraction d'huile de noix, Tabant</li> </ul>	ADA/AT, DPA/AT Sefrou et Azilal, ONUDI	31/03/2018	Acceptée
4. Intensifier le dialogue avec l'ONCA et la formation de ses agents, pour maximiser leur participation sur le terrain et assurer la durabilité des appuis aux producteurs.	ADA/AT	Immédiat	Acceptée

## Annexe 4 : Compléments d'informations sur la gestion financière

23. **Gestion des ressources humaines.** Il convient de soumettre le personnel de l'AT à des évaluations de performance annuelles systématiques. De même, tout changement dans le personnel, devrait donner lieu à un avis favorable formel de l'UCCP.

24. **Formation du personnel.** La mission réitère l'observation sur l'importance des actions de formation pratique en gestion financière. Durant 2017, le FIDA a accepté de financer, de ses propres ressources, 25 jours/homme d'un expert financier en vue de renforcer les capacités humaines en la matière et résoudre les problématiques liées à la conception du système d'information, la préparation des DRF ainsi que les états financiers et les bonnes pratiques dans la gestion courante des projets. Cet effort doit être renforcé par l'agence d'exécution du programme. Aussi la mission note l'interaction positive et continue entre la Direction Financière de L'ADA et les équipes de l'AT par des réunions régulières. ***La mission recommande qu'une session de formation sur les règles fiduciaires de gestion du programme conjointe avec les équipes du FIDA, le prestataire du Système d'informations et les intervenants (ADA, DF, DPA, Trésoriers, Direction du budget) des différentes antennes soit mise en place avant la fin du premier trimestre 2018. Cette formation sera financée par le budget des actions de formation du programme.***

25. **Comptabilité et Rapports Financiers.** La comptabilité matière et financière du programme n'est pas encore tenue sur un logiciel de gestion financière. Les responsables comptables des UGPP préparent l'ensemble des informations comptables et financières relatives au projet et les transmettent au Service support de la DPA gestionnaire du système de comptabilité générale publique GID « Gestion Intégrée de la Dépense ».

26. La mission a tenu des séances de travail avec le prestataire en charge de la mise en place du Système d'Information et émis certaines recommandations et propositions d'améliorations pour lesquelles elle appelle une approbation du donneur d'ordre à savoir l'ADA. Ces changements sont relatifs à la gestion des accès en permettant à l'équipe du FIDA un accès au système de S&E et de gestion financière pour visualiser la progression du projet, l'octroi de Non-objection sur les appels d'offres, la gestion des opérations en deux devises (MAD et DTS), le paramétrage de certains états de sortie comptables. Le niveau de développement du système d'information est assez avancé et ***la mission recommande la finalisation et la mise en place pratique au plus tard fin décembre 2017 afin que le PTBA pour l'exercice 2018 et toutes les opérations conséquentes pour les appels d'offres, la passation de marchés et le suivi des réalisations soient supportées par le système à partir du 1 Janvier 2018.***

27. Il est à noter que les deux UGPP ont tenu compte des recommandations de la précédente mission pour la mise à jour du suivi comptable et appliquer les états recommandés à savoir par source de financement et par catégorie. Toutefois, ces rapports consolidés demeurent non communiqués au FIDA par l'agence d'exécution de manière régulière. ***La mission recommande que le rapport consolidé soit établi et communiqué selon les règles du FIDA, 30 jours après la fin de chaque trimestre.***

28. **Contrôle interne.** Les systèmes de contrôle interne en place garantissent la séparation des fonctions grâce à plusieurs niveaux de contrôle indépendants. Toutefois, le personnel du programme devrait être mieux informé et sensibilisé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes. Le manuel des procédures administratives, comptables et financières devrait prévoir des outils de gestion adéquats tels que la fiche d'imputation des dépenses permettant de s'assurer que tous les engagements sont prévus au niveau du PTBA.

29. **Plan de travail et budget annuels (PTBA).** Le PTBA 2017 a été préparé et a obtenu l'avis de non objection (ANO) du FIDA en date du 29 décembre 2016. Le PTBA relatif aux activités transversales au niveau de l'UCCP et au titre de l'année 2017 a reçu la non objection en date du 3 mars 2017 (document soumis par l'ADA en date du 24 février 2017). La mission a constaté que ces retards seront en mesure d'être évités vu le degré d'avancement pour la préparation du PTBA de 2018.

30. **Exécution budgétaire du PDRZM.** Les montants prévus dans le PTBA 2017 s'élèvent respectivement en valeur TTC à 60,497 millions MAD pour la province d'Azilal, 28,946 millions MAD pour la province de Sefrou. Les activités prévues dans le programme sont inscrites au niveau de la morasse budgétaire.



31. Au niveau de l'ADA, la convention avec l'ONUDI a été engagée pour un montant de 3,9 millions USD, sur lequel un premier paiement de 580,000 Dollars Américains a été effectué sur le Trésor public. La mission a constaté plusieurs manquements au niveau de la convention qui a été établie entre l'ADA et l'ONUDI au titre de la mise en œuvre de la composante 2 du programme (sur fonds FEM). Au vu des modifications apportées par la revue à mi-parcours du programme, la mission recommande à l'ADA de revoir la convention et ses modalités et méthodes de paiement sur une base plus précise et à travers un cadre qui décrit les livrables et les échéances en tenant compte du cadre global de la mise en œuvre du PDRZM et en respectant les échéances de l'accord e financement entre le FIDA et le Gouvernement Marocain. La nouvelle version de la convention entre l'ADA et l'ONUDI sera présentée au FIDA pour non-objection avant la signature entre les deux parties.

32. Les paiements HT à ce jour se chiffrent à 7 152 923.73 MAD dans la province d'Azilal et 5134389.53 MAD dans la province de Sefrou, soit des taux d'émission respectifs de 26.47% et 19%. Cette situation s'explique par l'engagement de plusieurs marchés tel que l'illustre le tableau ci-dessous des marchés:

Source de financement	Province de Sefrou						Province d'Azilal					
	2015-2016		2017		Total		2015-2016		2017		Total	
	Nbre marchés	('Million) MAD	Nbre marchés	('Million) MAD	Nbre marchés	('Million) MAD	Nbre marchés	('Million) MAD	Nbre marchés	('Million) MAD	Nbre marchés	('Million) MAD
Prêt FIDA	6	4.03	25	16.78	31	20.81	9	23.68	19	30.11	28	53.79
Don ASAP	0	0.00	2	0.73	2	0.73	1	0.52	8	4.44	9	4.96
Don FEM	1	0.07	4	0.94	5	1.02	7	4.27	17	12.82	24	17.09
Govt	0	0.00	4	2.78	4	2.78			1	1.39	1	1.39
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>4.10</b>	<b>35</b>	<b>21.24</b>	<b>42</b>	<b>25.34</b>	<b>17</b>	<b>28.47</b>	<b>45</b>	<b>48.76</b>	<b>62</b>	<b>77.23</b>

## Annexe 5 : Réallocation des fonds du programme

1. Les données de l'annexe 2 pour le prêt FIDA et le don ASAP étaient exprimées en SDR. Le Taux de change à la date de négociation du programme était de 1,55 USD/SDR. Celui utilisé dans l'analyse est celui du jour (7/12/2017), c'est-à-dire de 1,42 USD/SDR.
2. Les catégories de dépenses du COSTAB ont été mises en concordance avec celles contenues dans l'accord de prêt et de don FIDA. Quatre catégories de dépenses ont été retenues: Génie civil (catégorie I); Équipements et matériels (II); Formation (III); Consultants (IV). Ces catégories se recoupent avec celles élaborées pendant la conception (travaux de GC et les aménagements; les Équipements, matériels, et véhicules; la formation et l'assistance technique; et études et conventions). La réallocation parmi les catégories entre la conception et le nouveau costab est consignée dans le tableau 1.

**Tableau 1: Allocations par catégories de dépenses par prêts et dons (USD)**

	FIDA			GEF			ASAP			TOTAL PRÊT+DON		
catégories	allocation initiale	allocation nouvelle	%	allocation initiale	allocation nouvelle	%	allocation initiale	allocation nouvelle	%	allocation initiale	allocation nouvelle	%
I. Génie Civil	4 637 670	8 398 573	81				1 020 287	803 081	-21	5 657 957	9 201 654	63
II. Équipements Matériels	10 434 758	8 101 184	-22	3 200 000	3 500 575	9	494 685	1 036 045	109	14 129 442	12 637 803	-11
III. Formation	6 183 560	5 800 414	- 6	1 900 000	2 000 088	5	216 425		-100	8 299 985	7 800 501	-6
IV. Consultants	1 700 479	1 128 268	-34	1 000 000	1 000 300	0	69 565		-100	2 770 044	2 128 568	-23
Total/ financiers	22 956 467	23 428 438	2	6 100 000	6 500 963	7	1 800 962	1 839 126	2	30 857 428	31 768 527	3

3. Pour le prêt FIDA, la catégorie I a augmenté de 81% entre la nouvelle et initiale allocation, et a diminué respectivement de 34%, 22% et 6% pour les catégories IV, II, et III respectivement. Le don FIDA (0.5 Millions USD) n'a été employé qu'à 14% pour servir à financer la préparation des plans de développement des filières (69 571 USD). Pour le don ASAP, la diminution a touché la catégorie I (21%), III et IV (100%) pour être compensée par l'augmentation de la catégorie II de 109%. Le don GEF n'a pas été utilisé pour la catégorie I aussi bien pour les allocations initiales que nouvelles. Les catégories qui ont vu des augmentations sont les catégories II (9%) et III (5%) alors que les valeurs de la catégorie IV sont restées constantes entre les deux allocations (1 million d'USD).
4. Les coûts récurrents sont pris en charge par le gouvernement dans l'allocation nouvelle alors qu'ils étaient répartis dans l'allocation initiale entre les différents financiers. Les bénéficiaires participent par 0,3 Millions d'USD au programme (nouvelle allocation) sous forme de main d'œuvre, et d'équipements/matériel. Au total, la comparaison entre les allocations initiales et nouvelles ont connu une augmentation de près de 63% pour la catégorie I, et des diminutions respectives de 23% pour la catégorie IV, 11% pour la catégorie II, et 6% pour la catégorie III. Ce qui fait une augmentation globale de près de 3% toutes catégories confondues entre les allocations initiales et nouvelles.
5. Les actions prévues pour 2018/2019 ont été retenues pour s'adapter aux contraintes du cadre budgétaire. Le FIDA devrait financer l'essentiel des activités de la composante 1 alors que le GEF financera la composante 2. Les activités retenues sont des actions physiques à fort impact sur les bénéficiaires et dont la réalisation est rapide en termes d'exécution et de procédures. Les investissements dont les études et l'assistance technique ont déjà été réalisées sont prioritaires. Les augmentations ont concerné la PMH, les unités de briquettes, l'augmentation du nombre d'AGR. Par contre, certaines actions ont vu leur coût total diminuer dans les deux DPA. Les unités de valorisation (UV) d'Azilal (600 T) avaient déjà fait objet de marchés. Par ailleurs, certains petits marchés ont été consolidés en un seul alors qu'ils présentaient plusieurs lignes à la conception.
6. Les activités financées par le GEF et réalisées par l'ONUDI en tant que prestataire de services n'ont pas été répertoriées avec détail lors de la MTR mais elles seront circonscrites dans les activités à financement GEF. Ces activités sont concentrées au niveau de la composante 2 dont le financement des dépenses d'investissement est totalement effectué par le GEF, avec toutefois certaines activités à cofinancement telles que les études de faisabilité technico-économique et

énergétique des filières arboricoles aval, les unités de valorisation, le diagnostic des ressources en eau souterraines, l'équipement en goutte à goutte.

7. Toutes les activités du COSTAB sont réparties entre les deux DPA de Sefrou et d'Azilal, et l'ADA. Un certain nombre de projets pilotes seront identifiés, analysés et réalisés par l'ONUDI, en fonction des études préalables et celles de faisabilité technico-économiques et énergétique de ces projets. La fourniture des équipements, la formation des bénéficiaires, et les voyages d'étude seront inclus dans chaque projet pilote retenu. Par contre les locaux des projets pilotes seront fournis par les coopératives bénéficiaires.

## Annexe 6: Partnership-Building

*In this section, report on partnerships by using the following table.*

*Details of the main project partnerships should be included, either in the text of the narrative section under the partnership-building rating, or here in this overview table. This should include the names and a brief note on the main partners/partnerships. The supervision team should also meet with partners to obtain their feedback and insights regarding the overall quality and effectiveness of the partnership and the partnership-building efforts of the project team.*

<b>Partner Name</b> (may also include networks, multi-stakeholder partnerships etc.)	<b>Details of partnership</b> <i>Indicate whether NGO, INGO, UN agency, Government agency etc. Is the partnership based on written agreement? Provide any additional details about the partnership</i>
<b>Cofinancing partnerships</b>	
	The Government of Morocco is the key co-financier of this project. The GEF is also putting a grant of USD 6 million (fully mobilised) and being implemented in collaboration with UNIDO. The project is based on a strong involvement and contribution of the beneficiaries – the main contribution is in kind or in terms of land for the implementation of the various infrastructure and processing units in particular.
<b>KM and Policy partners</b>	
	The key KM partners are ADA who and the two DPA of Azilal and Sefrou – their knowledge of the field and proximity to stakeholder is the first source of knowledge. The project is also engaging with many partners such as ANOC, ONSSA etc. who have strong field experience in organising and engaging with stakeholders in Morocco. The project implementation si strongly building on this knowledge
<b>Private Sector</b>	
	Engagement with the private sector is mainly through the service providers and some cooperatives that have more prominent access to market and better productions capacity (for processing and marketing). One example of good engagement with the private sector may come through the establishment of the olive processing waste management unit in Azilal (GEF-financed).
<b>Coordination/Implementing Partners</b>	
	The project implementation is based on a large coordination mechanism engaging gall stakeholders from the DPA, ministry, TA, UNIDO, ADA and IFAD. The project steering committee is the main venue for coordination. However – the supervision missions offer a strong opportunity to meet all stakeholdesr and undertake joint field visits and exchange of information with all partners. Partners in the field are invited to the working sessions of mission and to join the field visits.

## Appendix 5: Mission Preparation and Planning, TORs, Schedules, People met.

**PAYS DE LA MISSION:** Maroc

**NOM DE LA MISSION:** Revue à mi-parcours du Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM), provinces de Sefrou et d'Azilal: Prêt FIDA N° 2000000724 et Don ASAP No. 200000723 – FEM No. 200000733

**DATES DE DÉBUT ET FIN DE LA MISSION:** 6 – 30 novembre 2017

**NOM ET TITRE DU SUPERVISEUR:** Mr. Naoufel Telahigue, CPM, NEN

**COMPOSITION DE LA MISSION:** La mission sera composée d'une équipe multidisciplinaire comme suit:

- a) Mr. Naoufel Telahigue, Chargé du Programme Pays FIDA, Chef de mission ;
- b) Mr. Damien Ngendahayo, Chef de mission technique, consultant spécialiste en développement rural ;
- c) Mr. Malek Sahli, Responsable principal des finances, FMD – FIDA ;
- d) Mr. Chakib Nemmaoui, Chargé d'appui au programme FIDA au Maroc, Suivi et évaluation et partenariats ;
- e) Mme. Isabelle Stordeur, Assistante Associée au Programme FIDA, Suivi et évaluation/SYGRI ;
- f) Mr. Walid Dhouibi, Consultant spécialiste en passation des marchés ;
- g) Mr. Abdelmajid Benabdellah, Consultant, Economiste (COSTAB) ;
- h) Mr. Mhammed Tayaa, Consultant spécialiste en GR et conservation des eaux et des sols ;
- i) Mr. Mohamed Ihlal, Consultant spécialiste en production végétale et transformation ;
- j) Mr. Said Chatibi, Consultant spécialiste en production animale ;
- k) Mme. Khadija Bourarach, Consultante spécialiste en ciblage et genre.

### I. Contexte de la Mission

1. L'objectif global du programme est de contribuer à réduire la pauvreté (de 30% d'ici 2030) et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne. L'objectif spécifique est de renforcer les populations cibles pour améliorer leurs revenus et leur résilience aux effets du changement climatique, à travers la mise à niveau des chaînes de valeur basées sur la gestion durable des ressources naturelles et la diversification de l'économie locale.
2. Le programme est articulé autour de deux composantes techniques avec un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation. Les composantes techniques sont : i) développement et valorisation des filières agricoles ; et ii) gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification
3. Le programme global est prévu sur une période de 15 ans répartie en 3 phases. Le coût total du programme sur 15 ans est d'environ 150 millions dollars US (\$US). Le coût total de la phase 1 sur cinq (5) ans, objet de la présente mission de supervision, est estimé à 50 millions \$US. Le financement comprend: i) une contribution du FIDA de 26 millions \$US (51%) sous forme de prêt à taux ordinaire et un montant de 500'000 USD sous forme de don approuvé par le FIDA en décembre 2013 (don No. 200000245); ii) une contribution du Gouvernement estimée à 13 millions \$US (27%) ; iii) un cofinancement par 2 dons, l'un du FEM de 6,5 millions \$US (13%) et l'autre de l'ASAP de 2 millions \$US (4%) et, iv) la contribution des bénéficiaires pour 2 millions \$US (4%).
4. Le programme a une durée de 5 ans. Il est effectif depuis le 23 février 2015 et l'atelier de lancement a eu lieu le 9 avril 2015. Le programme a fait son premier décaissement en 2017 et son taux de décaissement est encore faible (0% IFAD - 10% pour GEF et 1% ASAP). L'achèvement des activités du programme est prévu pour le 30 septembre 2019 et, la date de clôture du prêt FIDA est fixée au 31 mars 2020. La dernière mission de supervision a eu lieu en Avril 2017. Le programme est encore classé projet à problème (depuis début 2017).
5. A partir du 6 novembre 2017, la mission de supervision du programme se déroulera dans la zone du projet et à Rabat selon le calendrier ci-après. La mission travaillera avec l'Agence de développement agricole (ADA), notamment le chef de l'Unité centrale de coordination du Programme avec les deux directeurs provinciaux de l'agriculture (DPA) de Sefrou et d'Azilal, les deux coordinateurs des unités provinciales de gestion du Programme (UGPP) et les partenaires principaux du Programme avec lesquels les consultants organiseront, le cas échéant, des séances de travail pour identifier éventuellement les contraintes et solutions pour améliorer leur efficacité.

### II. Objectifs de la mission et produits attendus

6. Cette mission de RMP du PDRZM a pour objectifs: (i) Analyser l'état d'avancement global (physique et financier) du PDRZM, (ii) Evaluer la performance du Programme et de son impact à mi-parcours ; et (iii) Revoir et ajuster les éléments liés à la complexité de la conception afin d'améliorer la performance globale du Programme sur la période restante de sa mise en œuvre. La mission fera également le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2017 et le suivi des recommandations de la mission de supervision précédente. Elle permettra également d'identifier les réallocations nécessaires, si besoin est. De façon spécifique, les termes de référence de chaque membre de la mission sont les suivants :

#### a) Mr Naoufel Telahigue, Chargé du Programme Pays FIDA et Chef de Mission

La mission sera placée sous la coordination et la responsabilité du CPM. Il dirigera les contacts avec le Gouvernement ainsi qu'avec les partenaires techniques et financiers (PTFs). Il s'assurera que la mission délivre à temps les outputs, de leur qualité

et selon le calendrier établi. Il sera responsable de la coordination, de la supervision générale de la mission, de la validation de l'aide-mémoire et de sa présentation au Gouvernement.

Il travaillera aussi notamment avec les experts techniques, l'ADA et l'équipe de l'ONUDI pour analyser les activités financées par les dons ASAP et GEF et se chargera particulièrement de:

- Examiner l'état d'avancement des activités ASAP et GEF et vérifier si leur contenu et approches sont conformes aux exigences des bailleurs;
- Examiner le degré de mise en œuvre des activités ASAP et GEF dans le PTBA et apprécier les effets et impacts potentiels des investissements du Programme à mi-parcours;
- Examiner le degré de mise en œuvre des recommandations des différentes missions de supervision et de suivi depuis le début du Programme par rapport aux activités de l'ASAP et GEF;
- Aider le PDRZM à bien définir les priorités ASAP pour 2017- 2020 et identifier les éventuelles simplifications et améliorations techniques à apporter au Programme;
- Analyser la stratégie de mise en œuvre de l'ASAP (décrire l'approche de la résilience et évaluer son efficacité);
- Mettre à jour du tracking tool GEF;
- Analyser l'impact du Programme sur l'environnement et mettre à jour la note SECAP (si besoin est);
- Identifier les innovations possibles et évaluer/quantifier l'impact du financement ASAP et GEF à mi-parcours;
- Formuler dans le rapport de mission, les appréciations et notes chiffrées (de 1 à 6) pour chacun des aspects ASAP traités, en conformité avec les rubriques du PSR;
- Contribuer à la rédaction de l'AM, et au rapport de revue à mi-parcours et de ses appendices (préparer un appendice spécifique pour les financements GEF et ASAP).

**b) Mr Damien Ngendahayo, Chef de mission technique. Expert en développement rural,** il coordonnera le travail des membres de l'équipe et les assistera dans la réalisation de leurs termes de référence. En collaboration avec l'ADA et les DPA concernées par la mise en œuvre du PDRZM, le Chef de mission technique devra:

- Participer à la réunion de démarrage et à tous les briefings et débriefings de la mission avec l'ADA, les DPA, l'AT, les PTFs, les prestataires et tous les acteurs du Programme ;
- Réviser et finaliser le rapport de la RMP complet selon le standard et les procédures du FIDA existantes en assurant la cohérence et la capitalisation des contributions de chaque consultant;
- Evaluer la performance globale du PDRZM et sa stratégie de mise en œuvre en focalisant sur les contraintes et les complexités du design identifiées par les supervisions précédentes;
- Examiner le degré de mise en œuvre du PTBA et apprécier les effets et impacts potentiels des investissements du Programme à mi-parcours;
- Examiner le degré de mise en œuvre des recommandations des différentes missions de supervision et de suivi depuis le début du Programme;
- Aider le PDRZM à bien définir les priorités stratégiques et opérationnelles pour 2018- 2020 (les Activités Structurantes et les modifications à apporter au Programme y compris une éventuelle modification de son COS-TAB);
- Vérifier nombre de bénéficiaires (direct et indirect) en se référant au cadre logique initial du PDRZM et mettre à jour le cadre logique du programme (aussi par rapport aux exigences de la plateforme ORMS);
- Evaluer et réaliser une lecture critique du manuel de S&E du PDRZM et proposer les améliorations à apporter si nécessaire;
- Analyser la stratégie de mise en œuvre du Programme (Ciblage, résilience, sécurité alimentaire, appui au dialogue politique etc.) et proposer, selon le besoin, des améliorations pour renforcer l'efficacité du programme et consolider/harmoniser ses mécanismes de ciblage et de mise en œuvre;
- Plus spécifiquement, apprécier la qualité du ciblage des populations et inclusion des femmes et jeunes initialement prévus par le Programme;
- Analyser la cohérence globale entre toutes les sources de financement du programme (FIDA, GEF, ASAP etc.) et proposer des recommandations concrètes pour les consolider davantage;
- Identifier les solutions opérationnelles et organisationnelles plus efficaces pour optimiser la mise en œuvre du Programme et atteindre les objectifs escomptés;
- Formuler dans le rapport de mission, les appréciations et notes chiffrées (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les rubriques du PSR;
- Rédiger l'aide-mémoire et le rapport de revue à mi-parcours, y compris les appendices et annexes exigées, conformément au modèle préconisé par le FIDA, en reprenant, de façon résumée, dans la conclusion du rapport, les principales recommandations de la mission.

En outre, le chef de mission sera aussi chargé de diriger l'équipe d'experts et de les encadrer afin de produire un document selon les standards requis. Il consolidera les contributions des experts et finalisera le rapport global de la mission.

**c) Mr Malek Sahli, Responsable principal des finances (FMD - FIDA).** Il examinera les modalités de gestion financière en vigueur pour gérer et contrôler les finances du PDRZM et vérifier si les demandes de décaissement et la documentation des Etats de dépense sont correctes. Il sera particulièrement appelé à effectuer les tâches suivantes:

- Examiner les derniers rapports de supervision et les rapports trimestriels sur l'état d'avancement du PDRZM et vérifier si les rapports périodiques sur l'état d'avancement ont été présentés dans les délais requis et si leur contenu est conforme à celui qui a été convenu;
- Apprécier la conformité et le respect des dispositions de l'Accord de financement et de la Lettre à l'Emprunteur;
- Analyser les constats et recommandations du rapport d'audit 2016 et rapport des auditeurs de l'IGF (2017), la pertinence et l'efficacité des mesures proposées par le Programme pour la mise en œuvre des recommandations de l'audit et de la mission de supervision de 2017 afin de déterminer si certaines questions soulevées par l'auditeur posent encore des risques fiduciaires et d'aider le PDRZM à les rectifier et atténuer;

- Effectuer une évaluation de la performance de la gestion financière du Programme; examiner un échantillon de dépenses, à partir des demandes de décaissement et des relevés de dépenses et vérifier l'adéquation, l'exhaustivité et la validité des états de dépense;
- S'assurer que le « suivi budgétaire » soit bien effectué à partir du logiciel comptable et financier et recommander les améliorations nécessaires;
- Examiner les performances en matière: (i) d'engagement des dépenses, (ii) de réalisation des prévisions financières des PTBA, (iii) de paiements, (iv) de tenue des états certifiés de dépenses (ECD), et (v) de suivi de la situation financière des partenaires de mise en œuvre (avances et paiements effectués, justifications des dépenses, soldes non justifiés);
- Vérifier la production des états comptables provisoires, la bonne imputation des données dans la comptabilité, incluant les taux de change utilisés, le système d'enregistrement des dépenses et des pièces justificatives associées, pour lesquelles des DRF ont été faites; d'identifier les écarts de change et proposer les actions correctives aux dépenses jugées inéligibles, le cas échéant;
- Analyser le taux de décaissement cumulé par catégorie de dépenses par rapport au taux attendu et de soumettre les recommandations nécessaires;
- Revoir les DRF soumises au cours de la période sous revue et d'inspecter sur un échantillon raisonnable les pièces maintenues au niveau du Programme;
- Vérifier la tenue et mise à jour effectives (i) du tableau de bord sur l'estimation du montant des fonds de contrepartie, (ii) du tableau de bord des taxes payées par le Gouvernement, et (iii) le registre des contrats;
- Vérifier le suivi et évaluation de la contribution des bénéficiaires;
- Faire le point sur la mise en œuvre des recommandations de la précédente mission de supervision;
- Dresser un tableau d'état de suivi de recommandations et le joindre comme document de travail au rapport de revue à mi-parcours;
- Préparer l'annexe 2 révisée à mi-parcours pour y refléter toutes modifications et réallocations possibles au niveau du COSTAB;
- Contribuer à la rédaction de l'AM et au rapport de revue à mi-parcours et de ses appendices;
- Apporter les conseils et supports nécessaires à l'équipe de gestion financière de projets dans le cadre de renforcement de leurs capacités;
- Collaborer avec le Chef de mission et le Chargé du Portefeuille pour toute considération liée aux aspects fiduciaires à la MTR.

**d) Mr Chakib Nemmaoui, Chargé d'appui au programme FIDA au Maroc – en charge des aspects liés aux partenariats, montage institutionnel coordination et organisation de l'appui au programme.** En tant que membre de la mission de la RMP du PDRZM, Mr Nemmaoui sera spécifiquement responsable des tâches suivantes:

- Passer en revue les aspects relatifs à l'organisation du Programme et à l'assistance technique;
- Analyser et apprécier la coordination générale du programme et l'efficacité de ses organes de pilotage;
- Apprécier la cohérence et la qualité des synergies entre les acteurs du programme et ses diverses sources de financements et proposer des recommandations pratiques afin de les améliorer;
- Apprécier la qualité de l'assistance technique;
- Analyser l'état d'avancement et de réalisation des conventions cadre du programme;
- Analyser et apprécier la qualité et l'efficacité des prestataires de service du programme;
- Formuler dans le rapport de mission, des appréciations et des notes chiffrées (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les rubriques du PSR;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA.

**e) Mme Isabelle Stordeur, Assistante Associée au Programme FIDA - Spécialiste Suivi/SYGRI,** sera spécifiquement responsable des tâches suivantes :

- Contribuer à la mise à jour du cadre logique du Programme et, si nécessaire, proposer des ajustements des objectifs à atteindre d'ici l'achèvement du Programme;
- Se prononcer sur la capacité du SSE à répondre aux nouvelles exigences du FIDA en la matière et être utilisé comme outil de pilotage du Programme;
- Evaluer la version actuelle de la base de données informatisée de S&E, s'assurer que toutes les exigences des projets, de la tutelle et du FIDA ont bien été prises en compte, et formuler des recommandations pour des améliorations éventuelles;
- Evaluer, en collaboration avec le consultant genre et ciblage, la capacité du système S&E de produire les données relatives à la participation des femmes, des jeunes et des différentes catégories socio-économiques de ménages, et proposer des solutions pour améliorer le système;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et consolider les annexes du rapport de revue à mi-parcours relatives au S&E;

**f) Mr Walid Dhouibi, Consultant spécialiste en passation des marchés fiduciaire;** il analysera un échantillon de dossiers (à partir du registre de contrats) afin d'évaluer le processus de passation des marchés au niveau du PDRZM et de passer en revue l'exécution du plan de passation des marchés, les contrats engagés, le décompte des paiements, et vérifier leur conformité par rapport à l'Accord de financement et vérifier le registre des contrats. L'expert sera chargé des tâches spécifiques suivantes :

- Proposer les recommandations techniques précises et fournira les outils qui permettront d'améliorer la qualité du processus de passation des marchés;
- Analyser la qualité du PPM et l'état des marchés exécutés afin de s'assurer que tous les marchés engagés seront réceptionnés selon un calendrier réaliste;
- Evaluer les capacités de l'équipe en matière de passation des marchés et apporter un appui technique à



l'équipe du PDRZM – l'appui de l'expert ciblera notamment les faiblesses constatées lors de la dernière mission de supervision;

- Fournir les éléments techniques pour la mise à jour du PSR;
- Sous la supervision du chef de mission technique, il contribuera aux sections pertinentes du rapport de la RMP et à l'AM.

**g) Mr Abdelmajid Benabdallah, Consultant - Economiste (COSTAB/AEF),** Il appuiera la mission pour intégrer les changements nécessaires au niveau du COSTAB et mettra à jour l'analyse économique et financière. L'économiste assurera les tâches spécifiques suivantes :

- Reprendre le COSTAB et y intégrer les modifications proposées par la mission et générer les tableau COSTAB (fichier TAB) sur la base du fichier Excel qui sera préparé par l'équipe technique, l'ADA et les DPA;
- Ajuster les hypothèses de l'AEF et mettre à jour les paramètres de cette dernière (en tenant compte notamment d'un éventuel changement important dans l'estimation du nombre des bénéficiaires direct et indirect du PDRZM);
- S'assurer que le COSTAB est aligné sur cadre logique du Programme.

**h) Mr Mhammed Tayaa, Consultant spécialiste en génie rural, conservation des eaux et des sols** il sera spécifiquement responsable de l'analyse de la mise en œuvre des activités relatives aux « infrastructures et aménagements hydro-agricoles », et de celles relevant de la composante 2 pour les aspects relatifs à l'économie de l'eau et à l'efficacité énergétique, telles qu'elles ont été fixées dans le rapport de conception (notamment dans le DT5, volume II et le document du projet du FEM). Il s'agit plus spécifiquement des tâches suivantes :

- Analyser les plans participatifs de développement des filières en matière d'aménagements hydro-agricoles, de pistes et de CES et le degré de mise en œuvre de leurs préconisations à mi-parcours;
- Evaluer l'état d'avancement et la qualité des études (ressources en eaux souterraines, études sur l'efficacité énergétique des unités de valorisation, étude sur l'alimentation en énergie solaire des puits et unités de valorisation);
- Apprécier l'état d'avancement et la qualité des études préalables des aménagements et infrastructures (PMH, pistes) et leurs conclusions ;
- Examiner l'état d'avancement des travaux d'aménagement de PMH, de pistes, de CES et des points d'eau;
- Analyser les écarts dans la réalisation des activités liées à ces travaux par rapport aux prévisions du rapport de conception et du PTBA 2016 et 2017 et du PPM 2017, expliquer les raisons de ces écarts, et faire des recommandations pour en accélérer le rythme de réalisation, en revisitant avec les équipes du projet le calendrier de mise en œuvre;
- Analyser les réalisations en matière de constitution , d'organisation, de fonctionnement et de formation des associations d'usagers de l'eau d'irrigation (AUEA) à la conduite rationnelle des irrigations, à la gestion du réseau et à son entretien et évaluer le potentiel de durabilité des AUEA;
- Examiner les conventions avec les AUEA, les CR et les DPEFLCD sur l'entretien des réseaux d'irrigation, des pistes et sur la réalisation des ouvrages de CES. Et en apprécier l'efficacité
- Examiner les mesures prises par la direction du programme pour assurer l'entretien des aménagements et équipements concernant ces volets et s'assurer en particulier que des conventions dans ce sens ont été conclues ;
- Identifier les innovations du projet et apprécier les actions engagées en matière de gestion et de diffusion des savoirs;
- Apprécier la qualité du ciblage des populations et inclusion des femmes et jeunes initialement pour les activités précitées;
- Apprécier la durabilité des réalisations du programme en matière d'irrigation, de désenclavement et de CES;
- Etablir, en collaboration avec les autres membres de la mission, le PSR du programme;
- Formuler dans le rapport de mission, les appréciations et notes chiffrées (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les rubriques du PSR;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA et aux recommandations de la revue interne des rapports de supervision.

**i) Mr Mohammed Ihlal, Consultant spécialiste en production végétale et transformation.** Il sera spécifiquement responsable de l'analyse de la mise en œuvre des activités en relation avec le développement des filières végétales (pommier, prunier, cerisier, noyer et caroubier), aussi bien au niveau des exploitations agricoles qu'à l'aval des filières, telles qu'elles ont été fixées dans le rapport de conception. Il s'agira notamment des activités suivantes (qui relèvent de la sous-composante 1 de la composante 1 et d'une partie de la composante 2, y compris une partie du financement FEM) :

- Appréciation globale de la mise en œuvre des activités liées au développement des filières végétales à mi-parcours;
- Analyser l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans de développement des filières végétales;
- Analyser l'état d'avancement et de mise en œuvre des conventions de partenariat avec les partenaires du Programme relativement aux activités précitées;
- Analyser l'état d'avancement des études de faisabilité des unités de valorisation
- l'identification des coopératives bénéficiaires des investissements en amont et analyser l'efficacité et la pertinence des programmes de renforcement des capacités des agriculteurs et des OPA (coaching, sensibilisation, formation, voyages et visites, installation des champs-écoles, mise en place des équipes-métiers);
- analyser l'avancement et l'état de réalisation des marchés d'extension des plantations (Analyser l'état d'avancement des chantiers de plantation ou de réhabilitation des vergers);
- Analyser la capacité des coopératives ciblées pour la prise en charge des unités de valorisation et proposer des actions concrètes et pratiques visant leur renforcement;

- Analyse de l'état d'avancement des réalisations à l'aval des filières végétales; identifier les contraintes et proposer des solutions techniques adéquates;
- Examen des partenariats conclus pour les maillons valorisation, qualité, labellisation et commercialisation des produits;
- Proposer/identifier les améliorations et modifications techniques nécessaires (en amont et en aval des filières végétales) afin d'améliorer la performance et l'impact du projet ;
- Remettre au chef de mission les éléments rédigés nécessaires pour l'élaboration de l'aide-mémoire et du rapport de la mission (conformément au canevas de rédaction du FIDA et aux recommandations de la revue interne des rapports de supervision), en précisant, pour chaque sous-composante, les appréciations et notes chiffrées correspondantes (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les rubriques du PSR.

**j) Mr Said Chatibi, Consultant spécialiste en production animale.** Il sera spécifiquement responsable de passer en revue la mise en œuvre des activités en relation avec le développement des filières animales (viande, lait et miel), aussi bien au niveau des exploitations agricoles qu'à l'aval des filières. Il s'agira notamment des activités suivantes:

- Analyser l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans de développement des filières animales à mi-parcours;
- Analyser l'état d'avancement de l'élaboration des plans d'amélioration des ressources fourragères;
- Analyser l'état d'avancement des réalisations liées à la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC en tant que partenaire principal pour la mise en œuvre des activités de la filière viande et avec d'autres partenaires (ONSSA et ODCO en particulier);
- Apprécier l'état d'avancement d'identification et de lancement des AGR d'élevage ovin;
- Identification des coopératives bénéficiaires des investissements en amont et en aval (pour les filières lait et miel) et évaluation des conventions pour la mise en œuvre des activités;
- Evaluer les actions de renforcement des capacités et des moyens des bénéficiaires (individuels et coopératives) pour la filière production animale (sensibilisation, formation, voyages et visites);
- Evaluer l'état d'avancement des travaux et équipement des centres de collecte de lait;
- Apprécier l'état d'avancement et les réalisations liées à l'acquisition des ruches et du matériel apicole destiné aux coopératives ;
- A la lumière de l'état d'avancement des réalisations, identifiez les activités ayant connu des retards d'exécution, en expliquez les raisons et formulez des recommandations pour résorber ces retards, en établissant avec l'UGPP un calendrier de mise en œuvre; et le degré de mise en œuvre des recommandations de la précédente mission de supervision ;
- Proposer/identifier les améliorations et modifications techniques nécessaires (en amont et en aval des filières animales) afin d'améliorer la performance et l'impact du projet;
- Par ailleurs, vous identifiez les innovations du projet et les actions engagées en matière de gestion et de diffusion des savoirs; appréciez la qualité du ciblage des populations (petits agriculteurs, inclusion des femmes et des jeunes ainsi que la durabilité des réalisations précitées du programme);
- Participer avec les autres membres de la mission à l'établissement du PSR du Programme;
- Remettre au chef de mission les éléments rédigés nécessaires pour l'élaboration de l'aide-mémoire et du rapport de la mission (conformément au canevas de rédaction du FIDA et aux recommandations de la revue interne des rapports de supervision), en précisant, pour chaque sous-composante, les appréciations et notes chiffrées correspondantes (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les rubriques du PSR.

**k) Mme. Khadija Bourarach, Consultante spécialiste en ciblage et genre.** Elle appuiera la mission pour analyser l'efficacité du ciblage et l'intégration de l'aspect genre et la participation des jeunes dans la mise en œuvre du PDRZM. Elle assurera les tâches particulières suivantes:

- Apprécier la qualité et l'efficacité du ciblage des populations, notamment l' inclusion des femmes et des jeunes dans les actions du Programme;
- Avec l'équipe du PDRZM et sous la supervision du chef de mission, vérifier les données et les estimations du nombre de bénéficiaires (directs et indirects) et ajuster le cadre logique du Programme (selon la toute dernière version suite à la mission d'appui technique FIDA d'août/septembre 2017);
- Mettre à jour le cadre logique tout en respectant les consignes du FIDA en la matière;
- Analyser les réalisations en matière de développement du financement de proximité et de création d'AGR (notamment au profit des femmes);
- Apprécier l'impact du projet à mi-parcours (en termes de revenu et en termes de nutrition des ménages ciblés);
- Apprécier l'impact du projet en termes d'intégration de l'aspect genre dans les activités d'adaptation aux changements climatiques;
- Formuler dans le rapport de mission, des appréciations et des notes chiffrées (de 1 à 6) pour chacun des aspects traités, en conformité avec les rubriques du PSR;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission conformément au canevas de rédaction du FIDA.

7. Pour chacun des points précédents, outre les constats, appréciations et recommandations, les consultants fixeront avec le directeur du programme et le coordonnateur de l'UCCP, les mesures convenues, les responsabilités de mise en œuvre et les dates convenues pour leur réalisation.

8. A l'issue de la mission, les consultants fourniront au Chargé du Programme du FIDA un aide-mémoire et un rapport de la mission, y compris les appendices et annexes exigés, rédigés conjointement, conformément au modèle établi par le FIDA pour les missions de supervision, et aux recommandations de la revue des précédents rapports de supervision et de revue mi-parcours.

9. Conformément à la politique du FIDA, les consultants sont tenus de soumettre des rapports qui n'ont pas besoin de formatage supplémentaire. Le modèle approprié se trouve sur le site du FIDA: Consultants' portal (<https://xdesk.ifad.org/sites/consport>) et le Chef de mission est responsable du respect de cette politique.

#### Itinéraire

Les consultants devront suivre l'agenda provisoire ci-dessous ou, tout amendement qui sera agréé par le Chef de mission.

- |                         |  |
|-------------------------|--|
| - 12 Novembre 2017:     | Arrivée des consultants  |
| - 13 Novembre 2017      | Réunion MAPMDREF / Départ vers Sefrou                                |
| - 14 Novembre 2017      | Réunion à Sefrou / visite de terrain                                 |
| - 15-17 Novembre 2017:  | Visites de terrain (Sefrou) et Restitution DPA Sefrou                |
| - 18 Novembre 2017      | Préparation de l'aide-mémoire  |
| - 19 Novembre 2017      | Départ pour Azilal   |
| - 20 Novembre 2017:     | Réunion à Azilal / visite de terrain                                 |
| - 21-23 Novembre 2017 : | Visites de Terrain (Azilal)  |
| - 24 Novembre 2017:     | Restitution à DPA Azilal / Départ pour Rabat                         |
| - 25-26 Novembre 2017:  | Préparation AM   |
| - 27-28 Novembre 2017 : | Réunions avec l'ADA et les acteurs du programme à l'échelle centrale |
| - 29 Novembre 2017:     | Réunion de restitution au MAPMDREF                                   |
| - 30 Novembre 2017 :    | Départ de la mission   |

#### Documentation

Les documents suivants seront mis à la disposition de la mission en version électronique:

- Rapport de conception finale du PDRZM, Septembre 2014
- Rapport de conception de la composante FEM
- Accord de financement et lettre à l'emprunteur
- Rapport de supervision 2016
- Dernier PSR (Project Status Report)

**Approuvé par COM si les TdR comportent des activités de communication if (voir section 4.7(iii)):**

**Nom:** ..... **Signature:** .....

**Date:** .....

**Approuvé par FMD si les TdR comportent des responsabilités de revue financière:**

**Nom: Malek Sahli**..... **Signature:** .....

**Date:** .....

#### NOTE IMPORTANTE:

Conformément à la politique du FIDA, les consultants sont tenus de soumettre des rapports qui n'ont pas besoin de formatage supplémentaire. Les modèles appropriés et formats à suivre des rapports sont disponibles sur le Portail en ligne (Consultants' portal: <https://xdesk.ifad.org/sites/consport>) et le chef de mission est responsable du respect de cette politique.

#### Key persons met:

Mr Said laith: Director DDERZM, Ministry of Agriculture  
Mr Abdelhamid Felloun, interim Director General of ADA  
Mr Mohamed Lemghari, Budget Department, Ministry of Finance  
DPA, Azilal (Head of the DPA and the entire team incldin gthe TA members)  
DPA Sefrou (Head of the DPA and the entire team incldin gthe TA members)